

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA RECONSTRUCTION



Programme d'Appui à la Gouvernance

MONOGRAPHIE DE LA COMMUNE GASORWE



PROVINCE MUYINGA

Muyinga, septembre 2006

TABLE DE MATIERES

	Pages
Liste des abréviations	
Préface	
Introduction	
CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE	1
1.1. Situation géographique	1
1.2. Découpage administratif	1
1.3. Données géographiques	3
CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE	4
2.1. Population	4
2.2. Densité	4
2.3. Population par tranche d'âge	4
2.4. <i>Population active et population à charge</i>	6
2.5. Evolution de la population	6
	7
CHAPITRE III. AGRICULTURE	
3.1. Systèmes de production	7
3.2. Production comparative des cultures	8
3.3. Facteurs de production	11
3.4. Ecoulement des productions	12
3.5. Personnel d'encadrement	12
3.6. Contraintes	13
3.7. Potentialités/Atouts en matière agricole	13
3.8. Actions à mener	13
CHAPITRE IV. ELEVAGE	14
4.1. Systèmes d'élevage	14
4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005	15
4.3. Infrastructures zoo sanitaires	17
4.4. Ecoulement des productions	18
4.5. Amélioration génétique	18
4.6. Bulletin vétérinaire	18
4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur	19
4.8. Bailleur de fonds	21
CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE	22
5.1. La pêche	22
5.2. La pisciculture	22

CHAPITRE VI. FORETS	25
6.1. Inventaire des boisements naturels et artificiels	25
6.2. Productions forestières	26
6.3. Production des plants forestiers	26
6.4. Transformation du bois : Unités de transformation	27
6.5. Contraintes, potentialités et perspectives	27
CHAPITRE VII. INDUSTRIE, MINES ET ARTISANAT	28
7.1. Industrie	28
7.2. Mines et minerais	28
7.3. Artisanat	28
CHAPITRE VIII. ENERGIE	31
8.1. Energie électrique	31
8.2. Les combustibles ligneux	32
CHAPITRE IX. COMMERCE ET SERVICES	33
9.1. Commerce	33
9.2. Tourisme et hôtellerie	35
9.3. Institutions financières	35
9.4. Transport	35
9.5. Communication	37
CHAPITRE X. SANTE	38
10.1. Données épidémiologiques	38
10.2. Vaccination	38
10.3. Médecine traditionnelle	38
10.4. Personnel soignant	38
10.5. Situation des infrastructures	39
10.6. Equipement en laboratoire	40
10.7. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé	40
10.8. Contraintes	41
10.9. Stratégies/Actions à mener	41
10.10. Partenaires et bailleurs de fonds	41
10.11. Approvisionnement en eau	42
CHAPITRE XI. HABITAT	44
11.1. Généralités	44
11.2. L'habitat rural	44
11.3. L'habitat urbain	45
11.4. Incidences de la crise sur l'habitat	46
11.5. Disponibilité des matériaux de construction	46
11.6. Contraintes, potentialités et perspectives	47
11.7. Partenaires	48
CHAPITRE XII. EDUCATION	49
12.1. Généralités	49
12.2. L'enseignement préscolaire	49

12.3. Enseignement primaire	50
12.4. Enseignement secondaire	51
12.5. Ecoles techniques professionnelles	51
12.6. Situation du personnel enseignant	51
12.7. L'enseignement informel	52
12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives	53
CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORTS	55
13.1. Généralités	55
13.2. Encadrement des jeunes	55
13.3. Sport	56
13.4. Patrimoine culturel	59
CHAPITRE XIV COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO DEVELOPPEMENT	61
14.1. Situation actuelle	61
14.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives	61
CHAPITRE XV. JUSTICE	63
15.1. Infrastructures	63
15.2. Equipement	63
15.3. Performances du secteur	63
15.4. Personnel	64
15.5. La justice gracieuse	64
15.6. Contraintes et perspectives	64
	66
CHAPITRE XI. ACTION SOCIALE	
16.1. Situation de l'enfant en difficultés	66
16.2. Situation des victimes de violences	67
16.3. Situation des veufs, mères célibataires et indigents	67
16.4. Situation des handicapés	67
16.5. Cas de personnes âgées en difficulté de suivie	67
16.7. Réintégration	68
CHAPITRE XVIII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT	69

LISTE DES ABREVIATIONS

ASBL	: Association Sans But Lucratif
ABEC	: Association Burundaise des Exportateurs du Café
BTC	: Burundi Tobacco Company
BCB	: Banque de Crédit de Bujumbura
BANCOBU	: Banque Commerciale du Burundi
IBB	: Interbank Burundi
BNEC	: Bureau National pour l'Enseignement Catholique
CMD	: Cassava Mosaic Disease
CEPGL	: Communauté Economique des Pays de Grands Lacs
CEM	: Centre d'Enseignement des Métiers
COOPEC	: Coopérative d'Epargne et de Crédit
CERADER	: Centre de Recherche en Agriculture et Développement Rural
COMEBU	: Crédit de Relance Economique
CFA	: Centre de formation Artisanal
CPA	: Centre de Production Artisanal
CFPP	: Centre de Formation et de Perfectionnement Professionnel
CPPS	: Comité Provincial de la Promotion de la Santé:
CEPBU	: Communauté des Eglises de Pentecôte du Burundi
CDF	: Centre de Développement Familial
CNRSP	: Centre National pour la Réadaptation Socioprofessionnelle
CNAR	: Centre National d'Appareillage et de Rééducation
CNRS	: Commission Nationale de Réhabilitation des Sinistrés
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DGVA	: Direction Générale de la Vulgarisation
DAPA	: Département de l'aquaculture et de la pêche Artisanale
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rural
DAF	: Directeur Administratif et Financier
FNUAP	: Fonds des Nations Unies pour la Population
FNG	: Fonds National de Garantie
FAO	: Food Agriculture Organisation
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie de l'Université du Burundi
FENACOBUR	: Fédération Nationale des Coopecs du Burundi
FNS	: Fonds National pour les Sinistrés
HCR	: Haut Commissariat des Réfugiés
ISTEEBU	: Institut des Statistiques et des Etudes Economiques du Burundi
ISABU	: Institut des Sciences Agronomique du Burundi
IRAZ	: Institut de recherche Agronomique et Zootechnie
INSS	: Institut National pour la Sécurité Sociale
IEC	: Information, Education et Formation
MRRDR	: Ministère de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et des Rapatriés
MPDRN	: Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale
MASPF	: Ministère de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme
NPK	: Azote, Phosphore, Potassium
OPDE	: Œuvre Humanitaire pour la Protection de l'Enfance Déshéritée
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé

OCIBU	: Office du Café du Burundi
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OTB	: Office du Thé du Burundi
ONAPHA	: Office National Pharmaceutique
PNUD	: Programme des Nations-Unies pour le Développement
PPL	: Projet d'Appui à la Planification Locale et au Renforcement des Capacités des Communautés.
PDCLCP	: Projet de Développement Communautaire pour la Lutte Contre la Pauvreté
PEA	: Projet Eau et Assainissement
PRDMR	: Programme de Relance et de Développement du Monde Rural
PREBU	: Projet de Réhabilitation du Burundi
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PNSR	: Programme National de la Santé et de la Reproduction
RDC	: République Démocratique du Congo
RCE	: Régie Communale de l'Eau
REGIDESO	: Régie des eaux
RCE	: Régie Communale des eaux
SPRHP	: Services de Planification des Ressources Humaines et de Population
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SODECO	: Société de Dépulpage et de Conditionnement du Café
SNA	: Service National d'Alphabétisation
TPO	: Transcultural Psycho-social Organisation
USAID	: United States of America for International Development
UNOPS	: United Nations Office for Project Service
UNICEF	: United Nations Infant and Children Fund
UCODE	: Union Coopérative de Développement
VIH	: Virus d'Immuno Humaine

PREFACE

La Monographie de la commune est l'initiative du Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale (MPDRN) avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Elle est élaborée pour mettre à la disposition de ses partenaires des informations spécifiques à la commune pour guider leurs interventions en matière de développement socio-économique de ladite commune.

En effet, cette monographie décrit, sur base des données tirées de la banque des données provinciale informatisée, la situation de référence de la commune : description physique, organisation administrative, situation actuelle des différents secteurs...

La démarche méthodologique appliquée pour l'élaboration de la banque des données et de la monographie a été fondée sur l'approche participative qui a impliqué, à toutes les étapes de leurs réalisations, environ 80 personnes ressources. Ces étapes concernent la conception des fiches de collecte de données, la collecte des données proprement dite, le dépouillement et le traitement des données, les travaux d'analyse, la consolidation, la validation et la rédaction définitive.

Aussi, le Ministère de la Planification du Développement et de la Reconstruction Nationale voudrait-il, au terme de ce travail, adresser sa profonde gratitude à toutes les personnes physiques ou morales qui ont contribué à l'effort de réalisation de cette monographie, l'aboutissement de plusieurs centaines de pages manuscrites, très souvent reprises, raturées ou refaites dans le seul souci de formuler le meilleur diagnostic possible, sur la problématique du développement de la commune.

Le MPDRN remercie singulièrement tous les Ministères impliqués pour la mise à sa disposition de l'expertise de leurs cadres dont l'apport a été fort apprécié.

A l'Administrateur communal, aux techniciens communaux et des zones, aux responsables des projets et ONGs, aux différents experts, auteurs de cette monographie, il présente ses félicitations et tient à exprimer ses respects pour le travail accompli, cela dans un esprit de totale abnégation.

Le MPDRN exprime également sa gratitude au PNUD pour son assistance financière et logistique sans laquelle la matérialisation de ce travail n'aurait été qu'une utopie.

A toutes les personnes ressources de terrain qui ont accepté le sacrifice de se soumettre à d'interminables interviews parfois fastidieuses, au remplissage des fiches de collecte de données et questionnaires souvent compliqués à tous les services qui ont permis l'accès facile à leurs sources d'informations, le MPDRN apprécie à sa juste valeur leurs contributions.

Enfin, le MPDRN reconnaît, que malgré un gros effort de clarification et de mise à jour des données recueillies ainsi que leurs sources, il subsiste des limites quant à leur fiabilité totale. De ce fait, il sollicite la contribution de tous dans les prochaines actualisations de la banque des données informatisée et de la monographie communale afin qu'elles deviennent progressivement des sources d'informations de plus en plus fiables et ainsi faciliter le suivi des indicateurs d'exécution des différents instruments de planification tel que le CSLP.

En attendant, ces produits permettront prochainement la mise en place du plan local de développement afin de répondre aux préoccupations de la population de la commune.

**LE MINISTRE DE LA PLANIFICATION
DU DEVELOPPEMENT ET DE LA
RECONSTRUCTION NATIONALE**


Madame Marie-Goreth NIZIGAMA

INTRODUCTION

La présente étude a pour but de dresser un état des lieux et de situer le niveau de développement des secteurs tant économiques que sociaux atteint par la province Muyinga.

Inscrite d'abord dans le mandat du Projet d'Appui à la Planification Locale (PPL) et ensuite dans celui du Sous Programme Planification Locale (SPPL) du Programme d'Appui à la Gouvernance du PNUD, cette étude contient nombre de données susceptibles d'aider les planificateurs à mieux cerner et circonscrire leurs recherches pour une meilleure orientation du Gouvernement et autres décideurs dans leur prise de décisions pour un développement durable et harmonieux de tous les secteurs.

L'approche méthodologique utilisée pour la collecte des données reposait sur les enquêtes de terrain, les diverses publications de différents ministères ainsi que des services, organismes et entreprises intervenant de près ou de loin dans les secteurs précités, les rapports des services provinciaux et les interviews effectuées sur terrain, ...

Aussi, un bon nombre de ces données doit-il être considéré comme des simples ordres de grandeur. Il s'agit particulièrement des données sur la démographie, l'agriculture, l'élevage, ...

Bien que réalisée dans un environnement professionnel très difficile, cette monographie constitue un outil important pour l'élaboration et la mise en place d'un « *Plan de Développement communal* » ; cadre dans lequel devront évoluer les structures tant nationales qu'internationales impliquées dans le développement de façon à intégrer toutes les composantes du milieu en tenant compte des potentialités biophysiques locales et des caractéristiques sociales des populations concernées.

La présente monographie comporte dix sept chapitres.

Enfin, le lecteur est prévenu que cette monographie est une œuvre humaine et que le MPDRN attend les suggestions en vue d'apporter des améliorations aux futures éditions qui seront réalisées dans les prochaines années.

CHAPITRE I. DESCRIPTION PHYSIQUE

1.1. Situation géographique

La commune Gasorwe est délimitée :

- au nord par les communes Butihinda et Gashoho
- au sud et à l' Ouest par les communes de Gitaramuka de Karuzi et Tangara de Ngozi
- à l'Est par la commune Muyinga

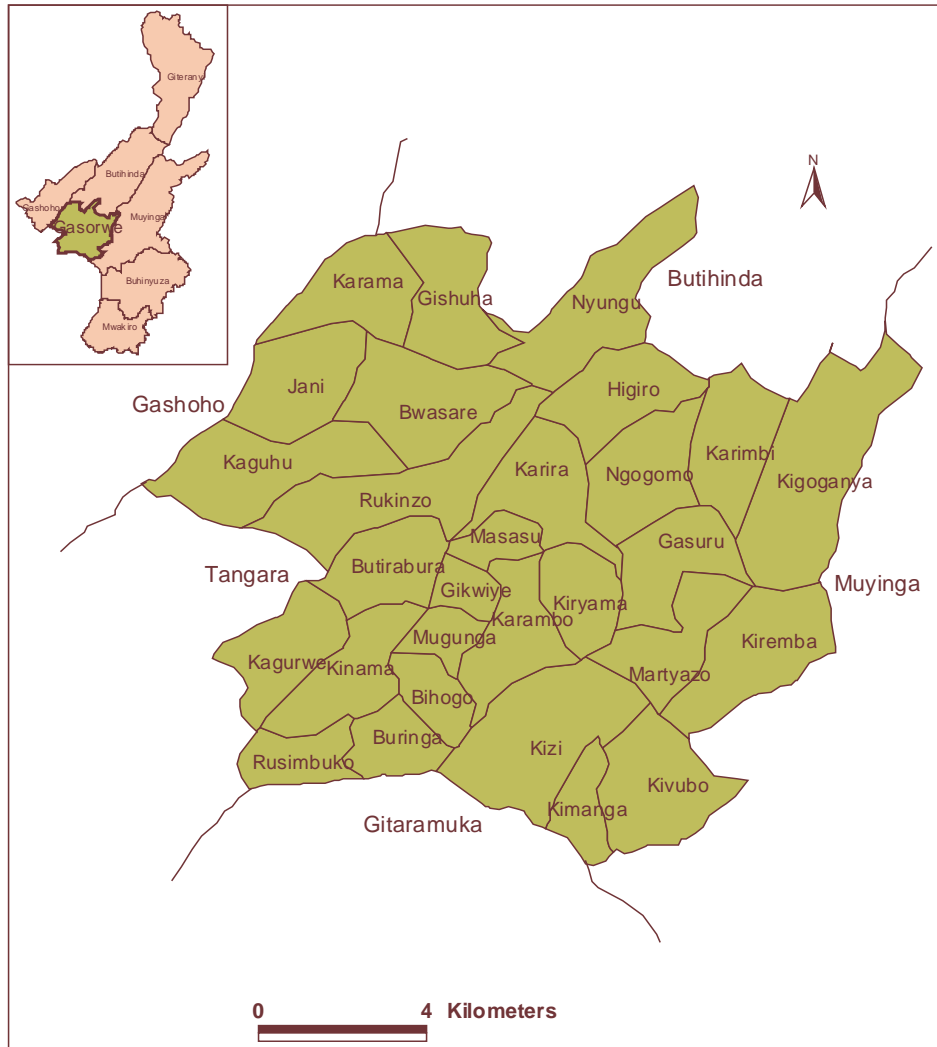
1.2. Découpage administratif

Cette commune se subdivise en 3 zones et 19 collines.

Les zones sont :Bwasare, Gasorwe et Kiremba.

Les 19 collines de la commune Gasorwe sont : Kagurwe, Karambo, Karama, Karimbi, Karira, Kigoganya, Kimanga, Kinama, Kiremba, Kiryama, Kivubo, Kizi, Masasu, Martyazo, Migunga, Mbogomo, Nyungu, Rukinzo, Rusimbuko.

Carte de découpage administratif de la commune



1.3. Données géographiques

1.3.1. Superficies en Km²

- Commune Gasorwe : 187.20Km²
- Province Muyinga : 1836.26 Km²
- Burundi : 27.834 Km²
- % Commune Gasorwe / Province : 10.2%
- % commune Gasorwe / Pays : 0.7 %.

1.3.2. Paramètre climatique

La commune Gasorwe s'étend sur la région naturelle de Bweru.

Cette région naturelle de Bweru se caractérise par :

- une altitude comprise entre 1400 – 1600m ;
- un climat à 2 saisons de pluie avec une irrégularité notable ;
- une pluviométrie moyenne variant entre 1000 mm et 1100mm /an ;
- une température moyenne de 18,5°C
- un réseau hydrographique dense avec des rivières orientées du Nord à l'Est
- un relief caractérisé par une série de collines et de plateaux orientés du Sud vers le Nord et de l'Ouest vers l'Est . Ces collines sont séparées par des vallées marécageuses
- une végétation de savane arborée

CHAPITRE II. DEMOGRAPHIE

2.1. Population

- Population totale de la commune Gasorwe: 76 992 hab
- Population totale de la province Muyinga : 591 711 hab
- Population totale du Pays : 7 610 584 hab
- % Gasorwe par rapport à la province : 9.4%
- % Gasorwe par rapport au pays : 0.7%

2.2. Densité moyenne

- Commune Gasorwe : 411 hab / km²
- Province Muyinga : 296 hab /Km²
- Burundi : 273 hab / Km²

La densité moyenne de la commune est supérieure à la densité du pays et à celle de la province Muyinga.

2.3. Population par tranche d'âge

Groupes d'âges	Sexe		
	Hommes	Femmes	Total
0-4	7997	8461	16458
5-9	5477	5816	11293
10-14	4211	4101	7287
15-19	3163	3075	6122
20-24	2765	2959	5725
			46885
25-29	2639	2775	5414
30-34	2776	2714	5491
35-39	2011	2025	4036
40-44	1216	1242	2458
45-49	725	953	1679
50-54	761	1264	2025
55-59	797	1153	1951
60-64	899	1345	2244
65-69	447	610	1057
70-74	455	1062	2005
75-79	279	306	573
80+	245	288	533
Total	36852	40150	77002

Source : Département de la population, Mininter

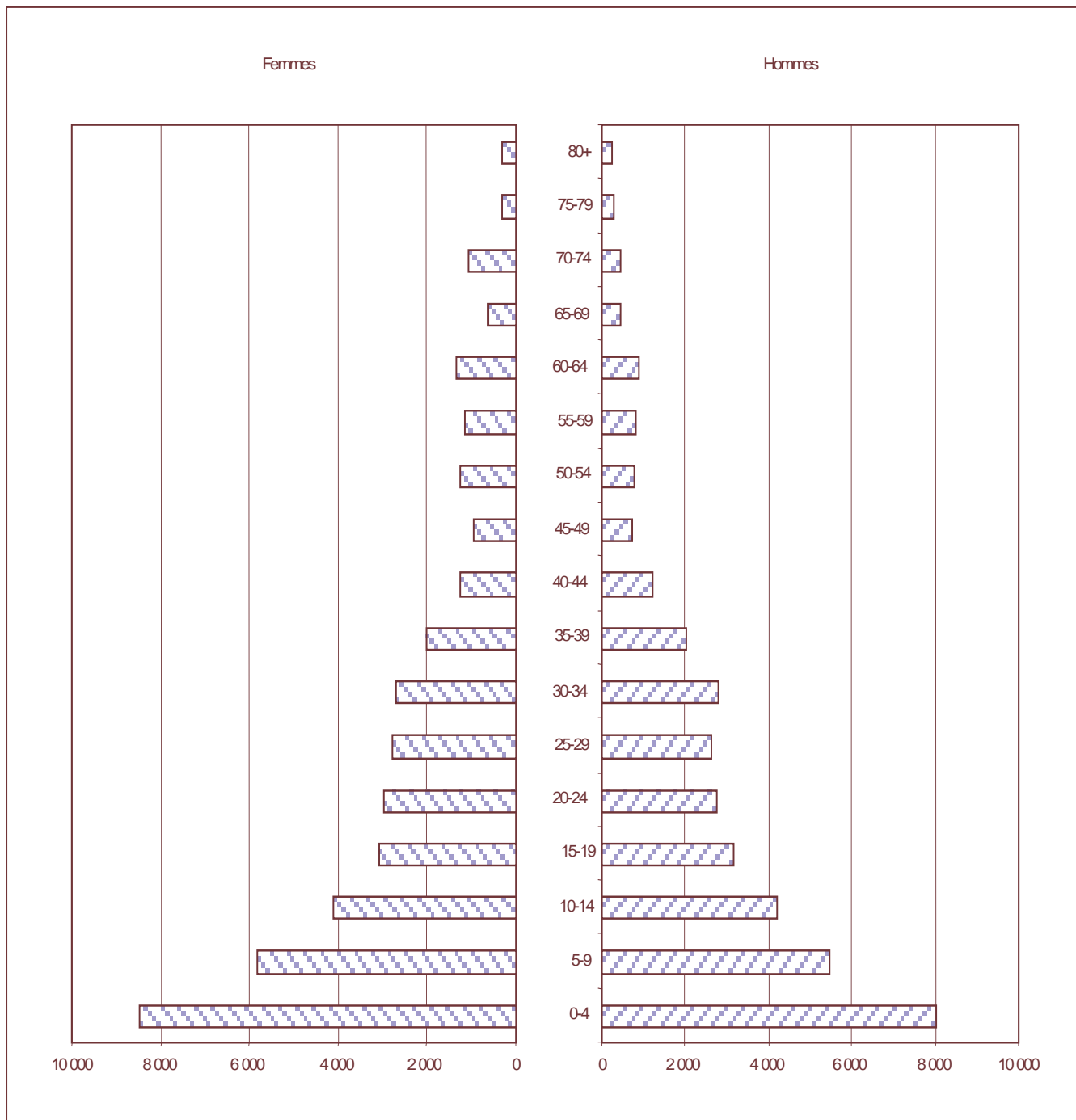
Sur la population de 77002 habitants que compte la commune de Gasorwe en 2005, 36852 sont des hommes et 40150 sont des femmes.

Cela représente environ 92 hommes pour 100 femmes. Les données montrent également que la population de la commune Gasorwe est extrêmement jeune.

Cela se remarque à partir de la pyramide des âges reprise ci-bas

En effet, 46885 sur 77002 habitants, soit 61 % de la population de la commune Gasorwe a moins de 25 ans.

Pyramide des âges de la population de la Commune Gasorwe en 2005



2.4. Population active et population à charge

Communes	Population active (15-64ans)			Population à charge (<15 ans et 65 ans et plus)			Rapport de dépendance	% de la population active
	M	F	M+F	M	F	M+F		
Buhinyuza	12 738	13901	26639	14373	14758	29131		
Butihinda	21432	24509	45941	25269	26430	51699		
Gashoho	23635	25441	49076	30586	30116	60702		
Gasorwe	17752	19505	37257	19111	20644	39755	1.06	48
Giteranyi	17822	20400	38222	20816	21882	42698		
Muyinga	28027	30049	58076	33307	33655	66962		
Mwakiro	10147	10852	20999	11840	12095	23935		
Total province	131553	144657	276210	155302	159580	314882		

Source : Département de la population, Mininter

La population à charge est dans l'ensemble légèrement supérieure à la population active dans la commune de Gasorwe (39755 sur 37257 soit un rapport de dépendance de 1.06)

Avec le pourcentage moyen de la population active de la province d'environ 48%, il apparaît que chaque personne active de Gasorwe se situant entre 15 à 64 ans doit prendre en charge 1 personne non active, soit un plus jeune de moins de 15 ans, soit un plus âgé de plus de 64 ans.

Le revenu sans doute maigre d'une personne active de Gasorwe doit être partagé entre 2 personnes pour satisfaire les besoins essentiels d'abord de survie et ensuite de développement. Cette situation est problématique et nécessite des actions d'appui pouvant influencer sur un changement que seuls les bénéficiaires ne peuvent amorcer.

Ce taux de dépendance est en réalité plus élevé si on considère que la plupart des élèves et étudiants de 15 à 25 ans peuvent être également placés dans la catégorie des personnes inactives.

2.5. Evolution de la population de la commune de Gasorwe

Communes	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Buhinyuza	52297	53951	55764	57637	59574	61576	63644	65783
Butihinda	91385	94456	97629	100910	104300	107805	11427	115171
Gashoho	102743	106195	109763	113451	117263	121203	125276	129485
Gasorwe	72068	74489	76992	79579	82253	85017	87873	90826
Giteranyi	75737	78281	80912	83631	86441	89345	92347	95450
Muyinga	117684	121638	125725	129950	134316	138829	143393	148315
Mwakiro	42052	43465	44925	46436	47996	49608	51275	52315
Total province	553866	572476	591711	611593	632142	653382	675336	698027
Total pays	7211355	7307906	7610584	7819598	8035170	8257530	8486914	8721572

Source: UPP, Département de la population, Mininter

La projection de la population de la commune Gasorwe montre qu'elle atteindra 90826 personnes en 2010. Cette croissance extrêmement rapide pose un problème économique et social très sérieux eu égard aux possibilités d'emploi offert tant u niveau local que national.

En 7 ans, la population a subi un accroissement de 26%, soit une croissance annuelle moyenne de 3.7%.

CHAPITRE III. AGRICULTURE

La commune de Gasorwe est une des plus petites communes de Muyinga mais la plus densément peuplée après Gashoho.

Elle produit 14 % de la production vivrière provinciale et se classe en 4^{ème} position après Mwakiro au niveau de la province.

Elle se situe dans la région naturelle du Bweru, région qui fait actuellement face à des périodes cycliques de sécheresse. Cette situation a lourdement pesé sur la production agricole de la commune qui a beaucoup chuté ces dernières années.

L'agriculture occupe plus de 95% de la population qui s'adonnent principalement à la production des cultures vivrières et industrielles, et à une moindre mesure aux cultures maraîchères et fruitières.

3.1. Système de production

Le système de production est traditionnel et présente les mêmes caractéristiques que celles rencontrées dans toutes les autres communes et provinces du pays. Il repose sur une multitude d'exploitations familiales de faible superficie alors même que la commune dispose encore de vastes étendues de terre. L'extension des superficies est limitée par le manque d'intrants agricoles aussi bien les semences que les fertilisants.

Les paysans utilisent un outillage rudimentaire et une main d'œuvre familiale essentiellement féminine. Les femmes labourent, sèment, sarclent, moissonnent et transportent les récoltes...En plus de ces travaux champêtres, les femmes sont responsables des activités ménagères tels que le ravitaillement en eau potable, la recherche du bois, la préparation culinaire, les soins maternels, la commercialisation des produits, la gestion de la maison...

La production est avant tout destinée à l'autoconsommation et le surplus au marché.

Les engrais chimiques et les produits phytosanitaires sont d'usage rare si pas inexistant. Ainsi, les rendements sont-ils faibles non seulement à cause des facteurs ci-cités, mais également à cause des techniques culturales rudimentaires, l'insuffisance d'intrants, la dégénérescence de semences, ...

Le mode de culture prédominant est l'association des cultures.

La province connaît trois saisons à savoir : saison A de septembre à février , saison B de février à juillet et saison C de mai à décembre.

Certaines cultures telles que le bananier, le manioc, le caféier sont cultivées au cours de toute l'année.

Le régime foncier pratiqué dans la commune est de type coutumier reconnaissant les droits de propriété et d'exercice aux familles au sein desquelles les individus ont des droits et des devoirs. La famille se partage l'espace et les ménages l'exploitent.

Le mode de faire-valoir direct est le plus usité que le fermage et le métayage.

La malnutrition sévit dans la commune Gasorwe à cause de la pauvreté et des habitudes alimentaires de la majorité de sa population. L'alimentation de base est composée principalement d'aliments à prédominance glucidique ; notamment les féculents dont, en ordre d'importance : la banane, le manioc et la patate douce.

Les deux premiers féculents se consomment de façon permanente toute l'année.

Le seul aliment de prédominance protidique consommé quotidiennement est le haricot.

Par manque d'huile, les lipides font défaut dans la consommation alimentaire journalière.

3.2. Production comparative des cultures dans la commune et production totale de la commune par rapport à la production de la province

Années	Bananes	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz	Sorgho	Arachides	Prod. Total
2001	70000	3500	578	52500	50800	250	10	-	-	
2002	112000	4200	581	63000	91840	480	14	-	-	
2003	112000	4200	626	47250	77840	840	16	-	-	
2004	56000	5400	3242	5850	1260	900	16	78	-	
2005	57168	4500	3060	4500	900	995	16	60	-	
Production moyenne annuelle par culture (tonnes)	81434	4360	1617	34620	44528	693	14	69	0	167 335
Proportion de la production de chaque culture dans la commune(%)	48,7	2,6	1	20,7	26,6	0,4	0	0	0	100
Classement de la production de la culture par rapport aux autre cultures	1	4	5	3	2	6	8	7		
Production moyenne annuelle de chaque culture dans la province (tonnes)	824064	39095	19578	106273	156646	2955	22975	18502	5209	1195297
Proportion de la production de chaque culture dans la province (%)	68,94	3,27	1,64	8,89	13,11	0,25	1,92	1,55	0,44	100,00
Classement de la production de chaque culture dans la province	1	4	6	3	2	9	5	7	8	

Source : Rapports annuels 2001 à 2005, DPAE Muyinga

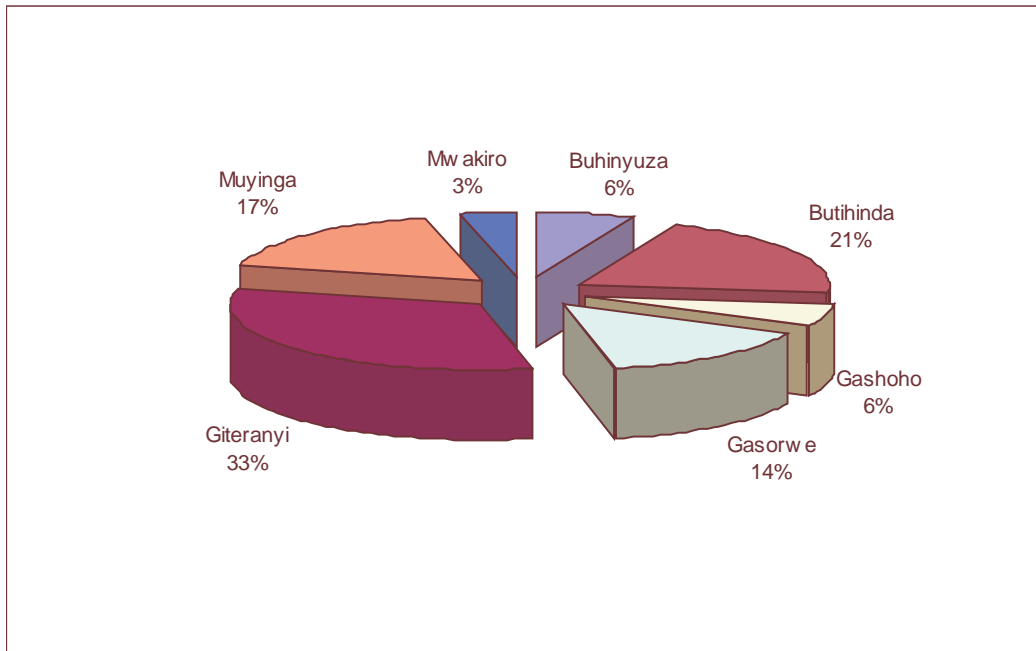
Concernant l'importance des cultures dans la commune, la banane occupe la première place avec 48.7 % de la production totale des cultures, suivi par la patate douce (26.2 %) et le manioc (20.7 %).

Par rapport à la production totale de la province, la commune Gasorwe produit 14 % et occupe la quatrième place. Les premières communes les plus productrices étant dans l'ordre Giteranyi, Butihinda, Muyinga et Gasorwe avec respectivement 33, 21, 17 et 14 % des productions de la province.

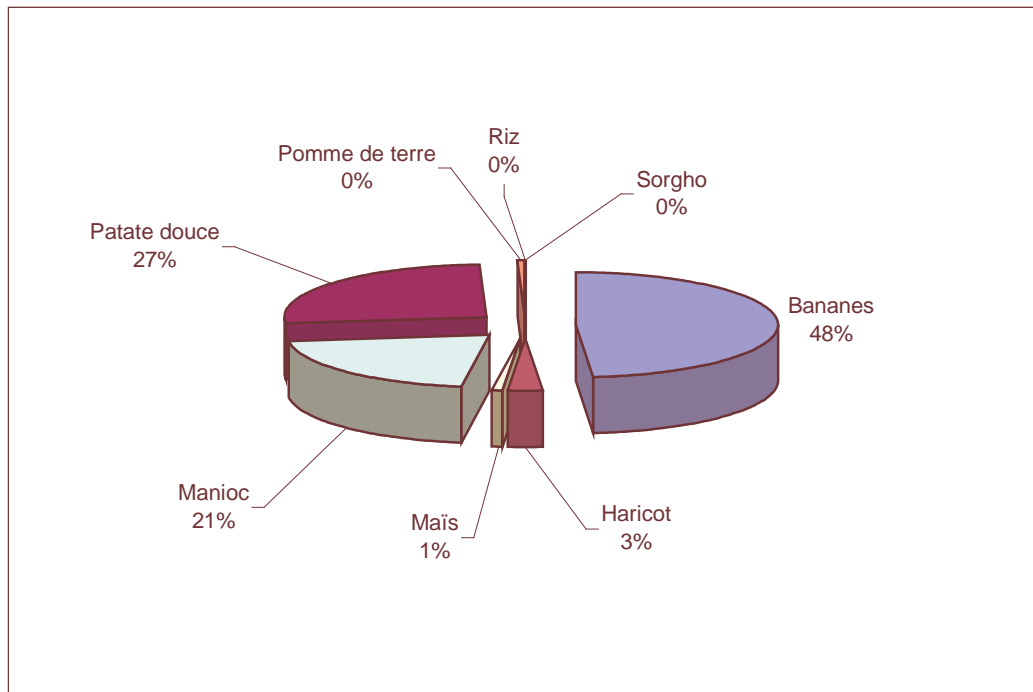
La commune Gasorwe produit 32 % de la production du manioc et 28 % de la production de la patate douce se plaçant en première position au niveau provincial pour ces cultures.

Le détails des productions comparées entre cultures et entre communes ainsi que l'évolution des productions vivrières entre 2001 et 2005 est matérialisé dans les dômes et graphiques suivants .

Proportion de la production de chaque commune dans la province (%)



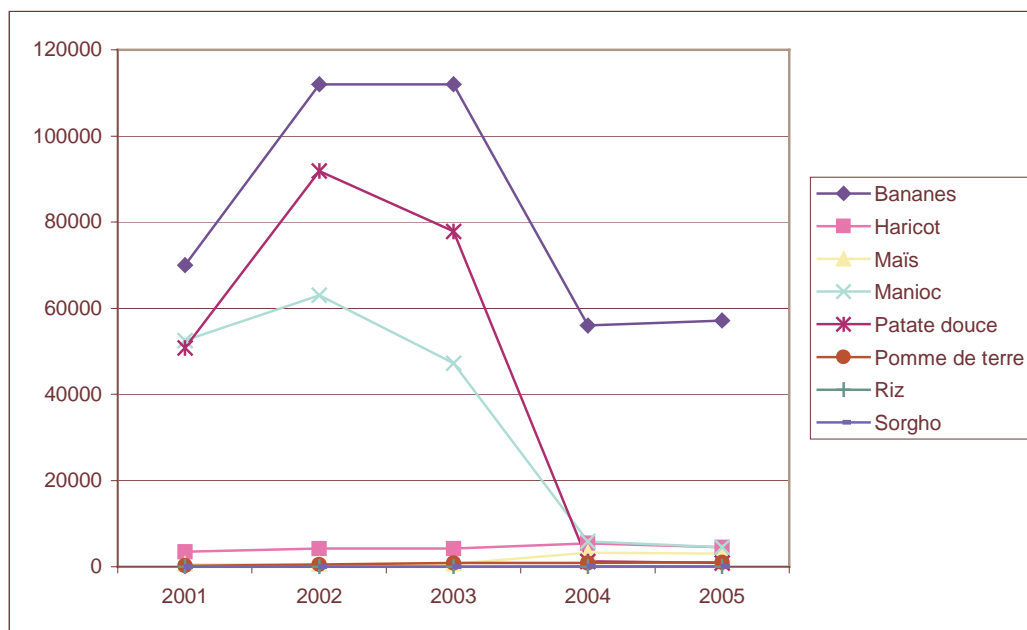
Production comparative des cultures dans la commune Gasorwe (%)



Evolution de la production des différentes cultures vivrières entre 2001 et 2005

Années	Bananes	Haricot	Maïs	Manioc	Patate douce	Pomme de terre	Riz
2001	70000	3500	578	52500	50800	250	10
2002	112000	4200	581	63000	91840	480	14
2003	112000	4200	626	47250	77840	840	16
2004	56000	5400	3242	5850	1260	900	16
2005	57168	4500	3060	4500	900	995	16
Augm,	-12832	1000	2482	-48000	-49900	745	6
%	-18,3	28,6	429,4	-91,4	-98,2	298,0	60,0

Graphique d'Evolution de la production des différentes cultures vivrières entre 2001 et 2005



Les productions des cultures importantes ont connu des chutes trop sensibles entre 2002 et 2005.

Pendant cette période la production de la patate douce a chuté de 98% , celle du manioc de 92% et celle de la banane de 18%.

En ce qui concerne la patate douce, il y a un problème de disponibilité des cordes auquel s'ajoute une campagne précédente de mévente et de minimisation de la culture (ingorane).

Le manioc est en voie de disparition à cause de la mosaïque. Les raisons de la chute de la production de la banane ne sont pas bien expliquées par les responsables provinciaux de l'agriculture.

La production des autres cultures est plus ou moins stable en fonction de la pluviométrie.

3.3. Facteurs de production

Le développement du secteur agricole passe obligatoirement par l'utilisation rationnelle des facteurs de production.

Ces facteurs sont nombreux et variés. Certains contribuent directement à la production (terre, main d'œuvre agricole, intrants, ...) tandis que d'autres lui viennent en appui (recherche, vulgarisation, financements...).

Disponibilité des terres sur les collines et dans les marais

La densité moyenne de la commune est de 411 habitants au Km². C'est une des plus élevée de la province après Gashoho et le fait que la commune ne dispose plus de terres encore vierges où l'on peut implanter des centres semenciers ou autres projets.

Les marais non encore aménagés constitue un potentiel pouvant dégager des surfaces importantes pour l'agriculture.

Les superficies des marais dans la commune Gasorwe se présente comme suit :

Superficies des marais de Gasorwe

Communes	Superficie des marais en 2005			
	Superficie totale des marais (en ha)	Superficies totales aménageables (en ha)	Superficies totales aménagées (en ha)	Superficies totales disponibles à aménager (en ha)
Gasorwe	349	349	0	349
Total province	3336	3236	832	2244
% occupé par la commune	10%	10%	0%	15%

Source : DPAAE Muyinga

La commune de Gasorwe dispose encore de 349 ha de marais qui ne sont pas encore aménagés.

L'importance de cette superficie représente 15% des disponibilités au niveau de la province.

Intrants agricoles

La commune dispose d'un centre semencier d'une superficie de 3 ha géré par les privés.

On y cultive le Manioc, le Mais, le Sorgho et les arachides.

La gestion privée de ce centre ne permet d'avoir des statistiques sur les productions.

En ce qui concerne la disponibilisation des semences, la commune a reçu les quantités suivantes en 2005

- Bananier : 4000 vitro plants
- Sorgho : 3 tonnes
- haricots : 3 tonnes
- Manioc : boutures ayant emblavé 30 ha de variétés résistantes à la mosaïque
- Cultures maraîchères : 700 sachets

3.4. Ecoulement des productions

L'écoulement des productions et l'approvisionnement en produits de première nécessité se réalise à travers deux marchés que sont le marché de Gasorwe, Kiremba, karama, Muyinga et Gashoho.

3.5. Personnel d'encadrement

A l'image des autres communes, la commune de Gasorwe dispose d'un personnel technique affecté en permanence à la commune.

- a. au niveau de chaque commune
 - 1 Agronome Communal, Technicien Agronome A2 ;
 - 1 Vétérinaire Communal, Technicien Vétérinaire A2 ;
 - 1 Forestier Communal, Technicien Forestier A2 ;
 - 1 Technicien de Génie Rural A2

- b. au niveau de zone
 - 1 Assistant Agricole A3 pour la seule zone de Kiremba

En plus de ces techniciens, les cadres provinciaux font régulièrement des tournées pour le suivi des activités de la DPAAE.

3.6. Contraintes

- a) cultures vivrières
 - irrégularité des pluies et chute dramatique des productions allant jusqu'à causer des famines sévères
 - faible disponibilité des intrants (semences et engrais)
 - pas de réponses adéquates aux contraintes rencontrées du fait de la faiblesse de l'encadrement (manque de moyens, démotivation du personnel, préoccupations sécuritaires primant sur les autres)
 - pas de réponses adéquates de la recherche sur
 - o menaces de disparition du manioc suite à la mosaïque
 - o menaces sur les colocases et sur le bananier

- b) cultures industrielles
 - l'anthracnose du caféier est une des causes majeures de la chute de la production du café
 - les prix aux producteurs sont trop faibles provoquant des tentatives d'arrachage ou d'abandon des vergers et la fuite de la production vers le Rwanda
 - conjoncture internationale des prix défavorable
 - l'insécurité des dernières années a forcé les populations aux déplacements hors de leurs foyers et la détérioration de la qualité d'entretien de vergers

3.7. Potentialités / Atouts en matière agricole

- gamme variée de spéculations agricoles (riz, sorgho, haricot, tournesols, ...)
- une demande toujours croissante en produits agricoles
- main d'œuvre abondante et laborieuse
- retour de la paix avec possibilité de retour des financements

3.8. Actions à mener

- varier les spéculations en orientant la recherche vers des cultures oléagineuses
- réhabiliter les centres semenciers
- organiser les agriculteurs en coopératives autour des productions facilement commercialisables (haricot, farine de manioc, arachides)

CHAPITRE IV. ELEVAGE

4.1. Système d'élevage

Dans la commune Gasorwe, le système extensif est le principal mode de production animale, mais des systèmes semi-intensifs commencent à se développer sous l'effet de la pression démographique et le besoin d'intégrer l'élevage à l'agriculture pour la restauration et le maintien de la fertilité des sols.

Le cheptel bovin de la commune est constitué de la race locale Ankolé, parfois croisé avec Sahiwal et la Frisonne.

L'essentiel de l'alimentation provient des parcours naturels.

Le système semi-intensif ou intégré qui est préconisé par les projets et ONGs qui appuient dans le repeuplement du cheptel est le résultat d'une évolution lente mais irréversible du système extensif. En effet, la diminution des pâturages due à la pression démographique dicte le besoin d'une intensification et d'une intégration agro-sylvo-zootechnique avec plus d'utilisation de fumier et de résidus de récolte.

Les cadres et agents communaux, les écoles, les congrégations religieuses, les camps militaires ainsi que quelques commerçants se lancent dans l'élevage autour des agglomérations et pratiquent de plus en plus le système semi-intensif à intensif avec des bovins croisés laitiers.

Les petits ruminants sont élevés presque exclusivement en mode extensif traditionnel, même si un début d'intégration commence à s'observer surtout pour les caprins distribués dans le cadre des projets.

Les systèmes d'élevage porcin se répartissent en trois : l'élevage traditionnel, l'élevage semi-intensif et l'élevage intensif.

Les systèmes d'élevage avicole reposent exclusivement sur le système traditionnel où on élève le plus souvent en liberté quelques poules. L'élevage avicole traditionnel ne dégage pas de revenus importants, mais en revanche, il coûte pratiquement rien et ne requiert aucun travail particulier.

L'élevage familial progressiste est fortement développé autour des petits centres où résident des communautés scolaires ou religieuses. La taille de ces fermettes avicoles est modeste (5 à 20 poules) et les infrastructures sont relativement sommaires. La spéculation principale est la production d'œufs à partir des poulettes de souches pondeuses.

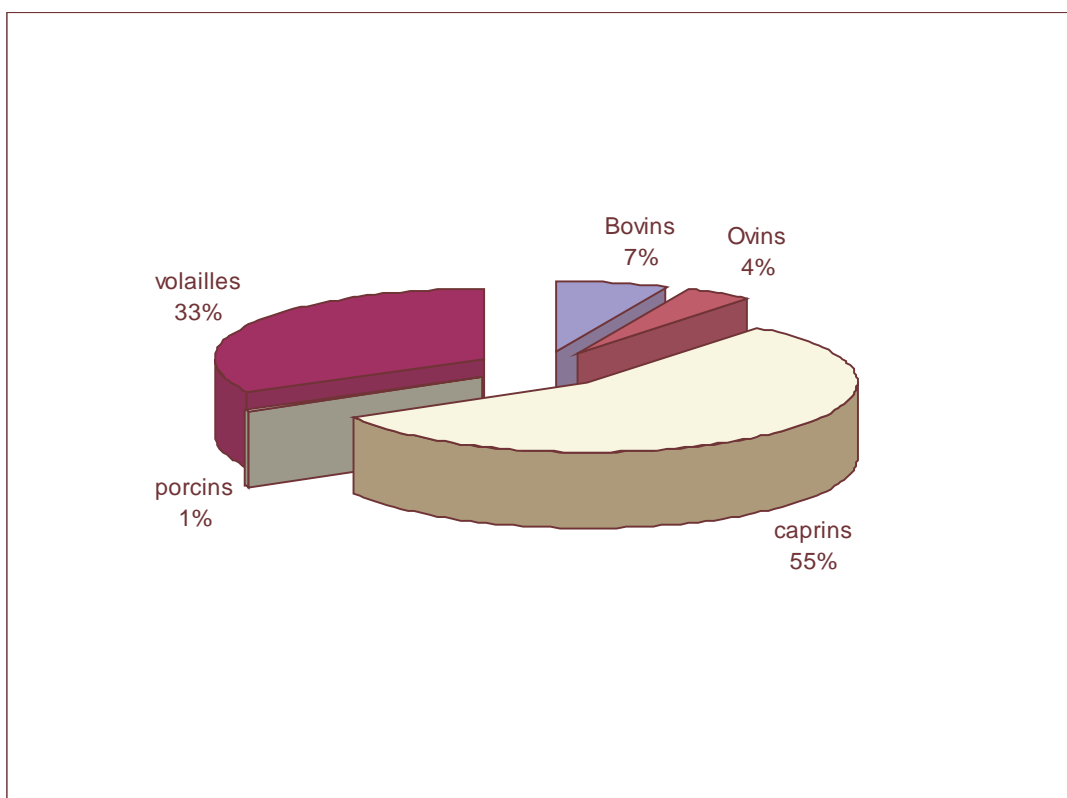
La guerre qui a éclaté en octobre 1993 a fortement touché le sous-secteur élevage, car dès le début de la crise, le bétail et les infrastructures d'élevage ont été les premières cibles.

4.2. Evolution des espèces de 2001 à 2005

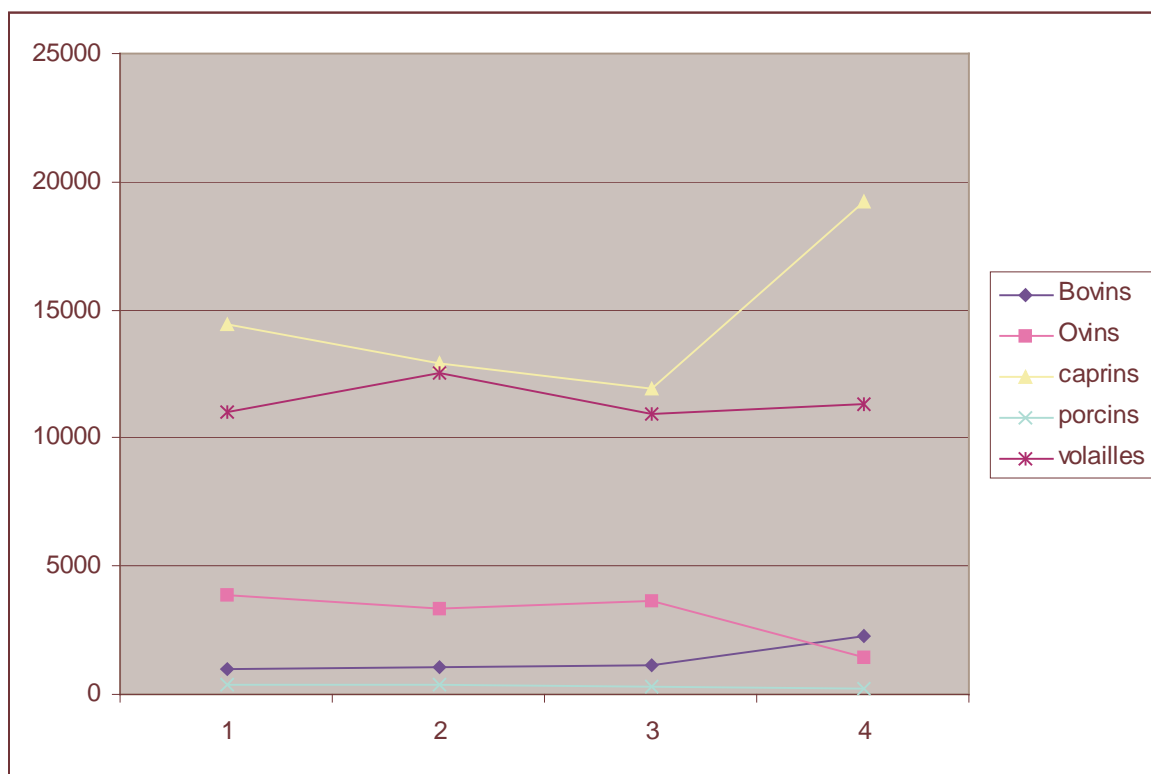
Année	Bovins	Ovins	caprins	porcins	volailles
2001	970	3890	14442	398	11029
2002	1071	3380	12910	347	12571
2003	1123	3648	11913	298	10911
2005	2276	1452	19216	221	11321
Augmentation	1306	-2438	4774	-177	292
%	134,6	-62,7	33,1	-44,5	2,6
Total province 2005	12456	10230	151238	3689	114766
Effectifs de la commune par rapport aux effectifs de la province %	18%	14%	13%	6%	10%
Classement de la commune dans la province	3 ^{ème}	4 ^{ème}	4 ^{ème}	7 ^{ème}	5 ^{ème}

Source : Service de l' Elevage, Rapports 2001 à 2005 DPAE Muyinga

Effectifs comparés entre espèces dans la commune Gasorwe



Evolution des espèces entre 2001 et 2005



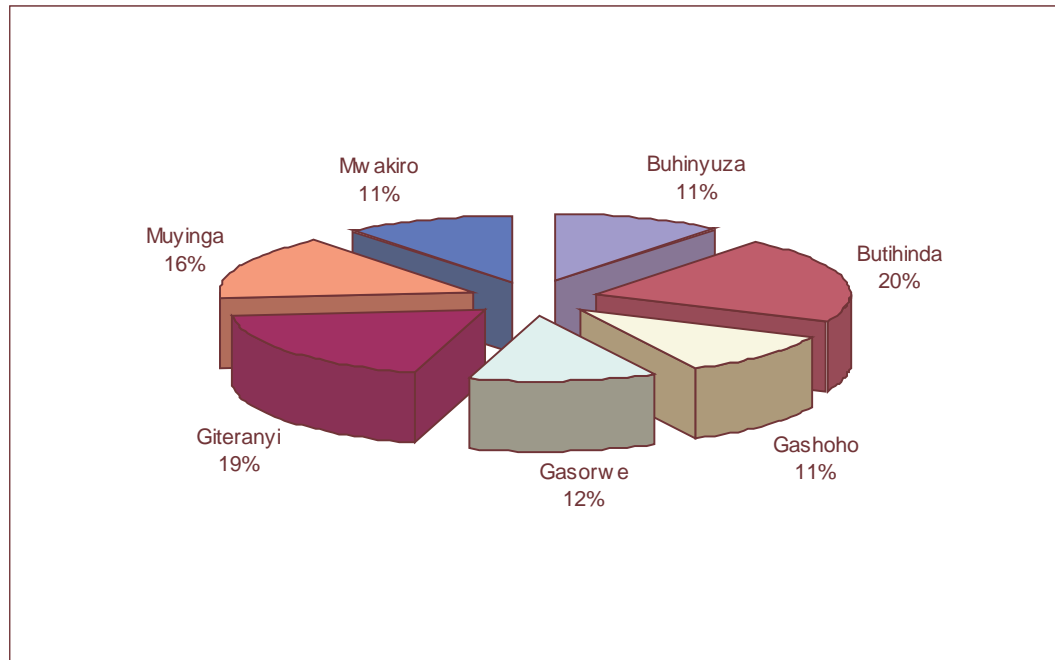
Seuls les caprins connaissent un accroissement significatif des effectifs depuis 2003 (33%).

Les effectifs des ovins et des porcins sont en baisse respective de -62 et -44 %.

Année	Bovins	Ovins	caprins	porcins	volailles
2001	970	3890	14442	398	11029
2002	1071	3380	12910	347	12571
2003	1123	3648	11913	298	10911
2005	2276	1452	19216	221	11321
Augmentation	1306	-2438	4774	-177	292
%	134,6	-62,7	33,1	-44,5	2,6

Source : Service de l' Elevage, Rapport 2005 DPAE Muyinga

Tableau comparatif des effectifs entre les communes



4.3. Infrastructures zoo sanitaires

Infrastructures zoo-sanitaires

Commune	Type d'infrastructures	Nombre	Localité	Etat	Statut	Disponibilité produits
			Gishambusha	M	Public	Irrégulière
Gasorwe	Dipping-tank	1	Bwasare	M	Public	Intrrompue
					Public	Interrompue
	Couloir d'aspersion	3	Kiremba	M	Public	Irrégulière
			Bwasare	M	Public	Irrégulière
			Gasorwe	M	Public	Irrégulière

Source : Service de l' Elevage, Rapport 2005 DPAE Musinga

Avant la crise, la commune comptait 1 dipping tank et 3 couloirs d'aspersions. Pas centres vétérinaires ni de pharmacies vétérinaires.

Le fonctionnement de toutes ces infrastructures est actuellement interrompu. Le problème est d'autant plus grave que les couloirs d'aspersion se trouvaient dans les pâturages qui n'existent plus. Même l'élevage extensif ne trouve plus de parcours.

4.4. Ecoulement des productions

Il n'y a pas de productions animales comme telle. Les productions du lait et des œufs sont trop faibles pour un élevage extensif.

Le conditionnement des peaux et du cuir n'est pas connu dans la commune.

Il est signalé l'existence d'un marché de vente des animaux (petit bétail) dans la commune de Gasorwe, localités de Gasorwe, Kirembe et Bwasare. Les effectifs des animaux vendus sur pied en 2005 sont respectivement de 88 caprins et 10 porcs à Gasorwe, 778 caprins et 20 porcs à Kirembe et 80 caprins et 14 porcs à Bwasare.

Les statistiques sur la production de viande se reflètent à travers le nombre abattus sur les différents centres d'abattage.

Animaux abattus sur les différents marchés

Centres d'abattage	Bovins	Caprins	Ovins	Porcs
Bwasare	4	210	25	23
Gasorwe	5	325	30	16
Kirembe	3	170	12	30
Total	12	705	67	79

Source : Service de l'Élevage, Rapport 2005 DPAE Muyinga

4.5. Amélioration génétique

Dans le cadre du programme de repeuplement du cheptel sur base du principe d'intégration agrosylvopastorale, chaîne de solidarité communautaire 12 bovins dits améliorés et 746 caprins ont été distribués à Gasorwe qui compte actuellement 2 fermettes avec plus de 200 chèvres élevés en semi-stabulation.

4.6. Bulletin vétérinaire

Les maladies les plus fréquentes sont la fasciolose, la kératoconjunctivité, la diarrhée infectieuse, l'Ectyma contagieux, la strongylose du gros intestin, trypanosomiase.

Les statistiques de l'année 2005 donne le nombre de cas suivant :

Nom de la maladie	Bovins	Caprins	Ovins	Porcs
Diarrhée infectieuse	100	197	52	-
Ectyma contagieux	-	356	-	-
Kérotocconjunctivité	97	1179	45	-
Théilériose	347	-	-	-
Fasciolose	31	1445	-	-
Fièvre aphteuse	2	15	-	-

Source : Service de l' Elevage, Rapport 2005 DPAAE Muyinga

4.7. Contraintes, potentialités et perspectives du secteur

Les contraintes

La baisse de la productivité du sous secteur est due d'une part aux contraintes structurelles vieilles de plusieurs décennies et d'autre part aux contraintes conjoncturelles liées à la crise.

Contraintes structurelles

- La pression démographique qui, liée au régime social de succession, provoque l'atomisation et la surexploitation des propriétés familiales. Ce qui conduit à la baisse de la fertilité des terres et au déclin de l'élevage traditionnel.
- L'engagement des populations à pratiquer l'intensification de l'élevage est contrarié par les difficultés d'accès aux facteurs performants de production (animaux et autres intrants de l'élevage), le pouvoir d'achat des agri-éleveurs, le manque d'organisation des familles rurales et l'étroitesse des marchés d'écoulement des produits d'élevage. Cette situation entraîne la décapitalisation progressive des exploitations agricoles, l'insécurité alimentaire et l'accroissement de la pauvreté et le chômage rural.
- La faible formation des agri-éleveurs, des chercheurs et des agents d'encadrement réduit le niveau du savoir-faire et des innovations technologiques. Ce problème est plus préoccupant pour les femmes qui jouent un grand rôle dans la production agro pastorale.
- Le financement des petits exploitants et des opérateurs privés et potentiels du secteur a été et reste toujours insuffisant au profit des structures publiques lourdes et budgétivores. Le micro-crédit est peu développé et la plupart des institutions bancaires hésitent à investir dans l'élevage.

Contraintes conjoncturelles

Les contraintes nées de la crise ont aggravé celles décrites ci-dessus et sont essentiellement :

- Les difficultés d'approvisionner les populations rurales en intrants d'élevage manufacturés(produits et matériels vétérinaires, produits et matériels d'insémination artificielle, etc.) et les animaux de races améliorées.
- La perte du cheptel animal fournisseur d'aliments d'origine animale (viande, lait, œuf) et du fumier destiné à l'amélioration du potentielle fertilité des sols ainsi que les dégâts énormes sur les infrastructures et équipements d'élevage.
- La destruction et l'abandon des infrastructures d'élevage jadis réparties dans toutes les zones
- La flambée vertigineuse des prix des intrants et des denrées alimentaires qui entrent dans la composition des aliments composés du bétail. Ce qui rend insuffisant des sources d'approvisionnement en aliments du bétail.

Les potentialités

Les atouts ne manquent pas pour le développement de l'élevage :

- ✓ Chaque burundais est potentiellement éleveur et possède une culture ancienne dans le domaine de l'élevage.
- ✓ Le rôle prépondérant de l'élevage dans la vie sociale et économique des ménages (fertilisation organique)
- ✓ Une demande toujours croissante des produits d'élevage.
- ✓ Avec la restauration de la paix et de la sécurité d'une manière durable, le Gouvernement, les différents bailleurs de fonds (Banque Mondiale, FIDA, Union européenne, BAD, PNUD et la FAO), les ONG et les privés sont disposés à apporter des fonds nécessaires pour le financement du sous-secteur élevage
- ✓ La commune regorge d'un potentiel humain qui, s'il est mobilisé et encadré peut donner un nouvel élan au secteur élevage. Il s'agit essentiellement d'une population rurale jeune et abondante (qu'il faudrait former, sensibiliser et organiser pour améliorer leur condition de vie) et de tout le staff technique d'encadrement qui est sur place au niveau de la province et de la commune.
- ✓ L'existence du patrimoine foncier de l'état, des infrastructures et équipements qui peuvent être réhabilités (anciennes fermes d'élevage abandonnées, station de recherche actuellement sous-utilisée, l'existence des différents mélangeurs d'aliments pour bétail à Mahwa, Ngozi, Muramvya, Gitega, des agro-industries : SOSUMO (mélasse), SRDI (son de riz), Minoterie de Muramvya (son de blé), Brarudi (drêche), COGERCO (tourteau de coton), Huilerie de palme (Tourteau de palmiste) etc... Il faudrait les valoriser en privilégiant l'exploitation par les privés, les organisations des producteurs et les ONGs.

Les perspectives

- ✓ La poursuite de la politique de repeuplement du cheptel et la généralisation de la chaîne de solidarité communautaire dont le succès a été démontré par certains projets tel que le « Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et à la Gestion de l'Environnement de la FAO » en matière d'accélération de l'intensification et de la culture fourragère.

Pour assurer au programme de repeuplement un maximum de succès, des mesures d'accompagnement devront être mises en œuvre. Il s'agit entre autres de :

- La relance du programme d'immunisation contre les maladies disposant des vaccins
- La réhabilitation et l'installation des unités de production d'aliments pour bétail au niveau des provinces;
- La réhabilitation des infrastructures zoo sanitaires et la mise à disposition du personnel d'encadrement rapproché
- La multiplication et la diversification des cultures fourragères et leur conservation ;
- La création des fermettes modernes modèles de l'Etat dans les provinces.

4.8. Partenaires et bailleurs de fonds

Les partenaires qui assistent l'élevage dans la commune sont Action Agro Allemande et TAB qui ont distribué plus de 100 chèvres et 7 boucs de race boers au cours de l'année 2005.

Le Gouvernement du Burundi qui paient les encadreurs.

CHAPITRE V. PECHE ET PISCICULTURE

5.1. PECHE

Dans la province de Muyinga , l'activité de pêche n'est signalé que sur le lac Rweru en commune de Giteranyi. Dans la commune de Gasorwe, il n'y a donc pas ce genre d'activité.

Par contre la pisciculture est bien présente.

5.2. PISCICULTURE

5.2.1. Situation

La situation en 2005 se présente comme suit :

Etat de la pisciculture dans la commune Gasorwe

Zone	Nbre d'étangs piscicoles		Superficie moyenne		Espèces élevées		Nbre moyen de récoltes par an	Quantité totale récoltée par an (kg)
	2004	2005	2004	2005	2004	2005		
Kiremba	3	3	33	33	Tilapia	Tilapia	1	40
Gasorwe	3	3	4	4	Tilapia	Tilapia	1	48
Bwasare	2	2	1.9	1.9	Tilapia	Tilapia	1	15.2
Total commune	8	8	13	13	-	-	1	103.2

Source : Responsable de la pêche et pisciculture, DPAE Muyinga

5.2.2. Facteurs de production

Dans la commune de Gasorwe , les approvisionnements en alevins sont assurés par des privés, les besoins réels en alevins sont estimés à 10320 .

Les modalités d'acquisition sont au comptant et le prix officiel et d'acquisition est estimé à 20 fr au cours de l'année 2005.

Commentaires

Les étangs occupent de petites superficies, sont mal entretenus et partant de là , ne fournissent qu'une faible production à l'are .

- Les étangs ont été installés en 1991 et les empoissonnements ont été effectués en 1991 ;

- Les alevins ont été achetés au comptant à raison de 10 frs ; ce chiffre de 20 frs étant le prix actualisé ;
- Quant à la récolte, elle se fait habituellement par le lusenga mais à défaut on fait le ramassage ;

5.2.3. Contraintes, potentialités, perspectives de développement

Contraintes

Dans la commune comme dans la province, les contraintes majeures qui ont été dégagées par les encadreurs sont les suivantes :

- un manque de facteurs de production tels que les alevins de bonne qualité disponibles sur place ; Cela fait que le prix par alevin augmente très sensiblement ;
- un manque d'encadrement et d'un suivi car en effet, depuis la crise de 1993, les bailleurs de fonds se sont retirés et l'encadrement et le suivi des agriculteurs en souffraient très sensiblement ;
- la pauvreté au niveau des agriculteurs : cela se manifeste par le manque du matériel de creusage des étangs et d'alevins de qualité ainsi que leur nourriture au régulier;
- l'absence des centres de formation en matière de gestion et conduite des étangs piscicoles ;
- les vols fréquents des poissons dans les étangs découragent aussi mes agriculteurs.

Potentialités

- Malgré qu'il y ait un manque considérable d'encadrement et de suivi dans la province de Muyinga, des personnes ressources existent, seulement, elles ne sont ni utilisées ni motivées. Une fois utilisées et motivées, elles pourront contribuer dans le suivi et l'encadrement des agriculteurs ; cela pourra conduire à l'amélioration de la production des poissons dans les étangs.
- l'existence des associations qui s'occupent de l'exploitation des étangs piscicoles peut rassurer tout intervenant dans le secteur : des personnes à Muyinga s'organisent autour des associations et arrivent à réaliser quelques productions qu'elles consomment ou qu'elles vendent sur le marché local.

Solutions envisagées

Les solutions envisagées pour dynamiser le secteur de la pisciculture :

- il faut d'abord motiver et utiliser les personnes ressources d'encadrement et de suivi ;
- assurer la formation des encadreurs en matière d'exploitation rationnelle des étangs piscicoles ;
- diversifier et disponibiliser les espèces à élever dans les étangs.
- Organiser et encourager les producteurs locaux d'alevins.

Souhait des pisciculteurs

- Un encadrement et un suivi ;
- Un soutien financier pour acheter le matériel creusage et de construction d'étangs et de pêche parce que celle-ci est à la main ;
- Ils souhaitent une formation pour mieux maîtriser les techniques piscicoles.

CHAPITRE VI. FORETS

La commune Gasorwe ne possède plus de boisements naturels.

Les statistiques de 2005 sur les boisements artificiels donnent la situation suivante :

6.1. Inventaire des boisements naturels et artificiels

Communes	Superficies (ha)						
	Boisements naturels			Boisements artificiels			
	Etat	Particuliers	Total	Etat	Particuliers	Collectivités	Total
Gasorwe	0	0	0	1184	0	91	1275
Total	172	0	172	4584	61	303	5024
%							

Source : Service forestier , DPAE Muyinga

Les 1275 ha de boisements se répartissent dans la commune de la manière suivante :

Zone	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	propriétaire
Kiremba	Ngogomo I	Eucalyptus	52	Etat
	Ngogomo II	Pinus	53	Etat
	Kwisenga	Eucalyptus	8	Commune
	Shorezo	Eucalyptus	80	Etat
	Ryarusha	Eucalyptus	10	Etat
	Kizi	Eucalyptus	30	Etat
	Martyazo	Eucalyptus	15	Etat
	Gisenga	Eucalyptus	34	Etat
	Kivubo	Eucalyptus	8	Commune
	Gasuru I	Eucalyptus	4	Commune
	Gasuru II	Eucalyptus	8	Commune
	Rugomero	Eucalyptus	100	Etat
Bwasare	Higiro I	Eucalyptus	14	Etat
	Higiro II	Cedrella	6	Commune
	Higiro III	Eucalyptus	2	Commune
	Higiro IV	Eucalyptus	4	Commune
	Kanihuri	Eucalyptus	16	Etat
	Nyungu	Eucalyptus	31	Etat
	Gasare	Pinus	100	Etat
	Cogo	Eucalyptus	16	Etat
	Gitanga	Eucalyptus	10	Etat
	Karama	Eucalyptus	50	Etat
	Rukinzo	Eucalyptus	41	Etat
	Gisoko	Eucalyptus	30	Etat

Zone	Localisation du boisement	Type d'essence	Superficie en ha	propriétaire
Gasorwe	Rwanumpu	Eucalyptus	50	Etat
	Karama	Eucalyptus	10	Etat
	Kanyamikaba	Eucalyptus	40	Etat
	Bihogo	Eucalyptus	3	Commune
	Kinama I	Eucalyptus	4	Commune
	Kinama III	Eucalyptus	2	Commune
	Miguruka	Pinus	4	Commune
	Gahogo	Pinus	3	Commune
	Karira	Eucalyptus	3	Commune
	Kiryama	Eucalyptus	10	Etat
	Kiryama II	Eucalyptus	3	Commune
	Kiryama III	Eucalyptus	4	Commune

Source: Responsable provincial des forêts, DPAE Muyinga

6.2. Productions forestières

Les grandes utilisations faites avec le bois sont principalement le bois de chauffe suivi par les perches et rondis utilisés dans la construction des maisons des populations rurales. Ces statistiques sont mal connues.

Les quelques rares données disponibles concernent : le charbon, les planches, les madriers, poteaux et perches que l'on commercialise officiellement produit dans la commune.

Les exploitations anarchiques des boisements font que la commune ne peut pas produire des poteaux.

Les grands consommateurs des perches sont les ONGs qui oeuvrent dans le domaine de la reconstruction.

Les statistiques n'ont pas été fournies.

6.3. Production des plants forestiers

Les efforts en matière de reboisement comparé à l'effort dans les autres communes de la province ont permis d'atteindre la situation telle que décrite dans les tableaux explicites suivants :

Commune	Période	Plants total produits	Plants produits (nombre)			
			Privé	Groupements	Etat	Projets ou ONGs
Gasorwe	2004	200000	0	0	0	200000
	2005	414100	0	0	0	414100
Total province	2004 et 2005	3579985	0	490000	0	3 089 985

Source: Responsable provincial des forêts, DPAE Muyinga

6.4. Transformation du bois : Unités de transformation du bois

Répartition des unités de transformation du bois par commune et par zone

Commune	Localité (zone)	Scierie artisanale mobile	Menuiserie	Fabrication de charbon
Gasorwe	Kirembe	3	2	0
	Bwasare	3	3	0
	Gasorwe	3	3	2
Total province		100	96	61
%		9%	7.6%	1.22%

Source : Service des Forêts, DPAE Muyinga

6.5. Principales contraintes, potentialités et perspectives

Contraintes

Dans la province de Muyinga, le secteur de la forêt souffre des mêmes tares qui affectent la gestion des forêts au niveau national. En effet, le secteur forestier est jeune, mais il nécessite une organisation technique et financière. Les grands défis auxquels le secteur forestier fait face sont les suivants :

- la faible capacité institutionnelle en matière de gestion et d'aménagement des forêts ainsi que la défaillance au niveau de la coordination intersectorielle ;
- le manque de personnel et de moyens matériels et financiers fait que les services forestiers n'arrivent pas à effectuer les tâches opérationnelles qui les incombent ;
- la non structuration de la filière bois ainsi que le manque de professionnalisme en la matière ;
- la faible implication des populations et des administratifs à la base, au niveau de l'élaboration et de la mise en œuvre de la législation forestière, le code forestier, le code foncier, le code de l'environnement.
- l'administration territoriale, partenaire incontournable, dans la gestion des ressources naturelles en générales et des forêts en particulier, confrontée aux problèmes de manque de propriété foncière, aux problèmes de rapatriés et des déplacés intérieurs, distribue des terres boisées aux demandeurs et participent à la dégradation de l'environnement

Perspectives d'avenir

Dans le souci de limiter les pressions anthropiques sur les forêts (boisements et aires protégées), la politique nationale qui est appliquée à Muyinga qui s'emploie à développer l'agroforesterie et autres activités génératrices de revenus autour des écosystèmes forestiers.

L'amélioration des rendements en énergie en utilisant des foyers améliorés pourrait aider à préserver les forêts de la surexploitation.

La mise en place des outils gestion dans un cadre participatif, devrait permettre d'améliorer la situation des forêts dans l'intérêt des générations présentes et futures.

CHAPITRE XVII. INDUSTRIE, MINES ET ARTISANAT

7.1. INDUSTRIE

En dehors des industries agro-alimentaires axées sur la transformation du caféier, la commune ne dispose d'aucun autre type d'industrie.

Les unités artisanales de transformation du bois ne peuvent pas être assimilées à des activités industrielles.

Les unités de transformation du caféier recensé dans la commune Gasorwe sont au nombre de 4 usines de dépulpage et de lavage du café basées à Kaguhu, Ndava, Ngogomo, Rusimbuko.

On compte aussi 16 unités artisanales de transformation de farines.

7.2. MINES ET MINERAIS

Les indices de minéralisation identifiés dans la province Muyinga sont : Sno_2 , W et l'Or. La géochimie semi-détaillée de la province révèle les éléments prédominants suivants : SN, W, Cu, Pb, Zn, As.

Pour le cas précis de la commune Gasorwe, elle se situe dans le feuillet de Muyinga et pourrait avoir les mêmes caractéristiques minéralogiques avec présence probable de l'or.

7.3. ARTISANAT

Il est remarquable que le secteur de l'artisanat dans cette commune comme au Burundi ait connu ces derniers temps beaucoup de contraintes dans le développement ; ceci suite à l'absence d'une politique claire en matière du développement artisanal.

Le secteur artisanal a souvent été délaissé et relégué au dernier rang des autres secteurs socio-économiques. Il ne serait pas alors étonnant de remarquer qu'après analyse de l'évolution de ce secteur combinant les aspects de production et de formation, l'essor connu n'est en aucun cas satisfaisant.

Cependant il constitue une alternative sérieuse pouvant désengorger le secteur agricole étouffé par la surpopulation et la pression insoutenable sur le facteur terre.

Il est malheureux de constater que les artisans font recours à leur unique génie sans appui de l'Etat quand l'une ou l'autre ONG ou projet ne vient secourir quelques associations éphémères.

Le secteur est caractérisé par un vaste éventuel d'activités variées à travers lesquelles on distingue 3 types d'artisanat :

- L'artisanat de production
- L'artisanat de service
- L'artisanat d'art

Chaque type d'artisanat s'articule sur une série de filières

7.3.1. Situation du secteur artisanal par type d'artisanat

Artisanat de production

Appelé également « Artisanat Utilitaire », il est le plus pratiqué dans la commune et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanales. Il comprend différents métiers qui, dans l'exécution, possèdent une phase de transformation. Nous citerons entre autres la menuiserie pour la filière « Bois », la tuilerie et la briqueterie pour la filière « Terres cuites et carrières », la Forge et Constructions Métalliques pour la filière « Métal », la vannerie et la fabrication des brosses et sacs à main pour la filière « Fibres Végétales », la broderie et la couture pour la filière « Textile ».

Cette catégorie d'artisanat est rencontrée presque partout dans la commune avec une qualité de produits variable suivant l'exigence et le pouvoir d'achat de la clientèle ainsi que le niveau technique du savoir-faire de l'artisan.

Le nombre d'artisans recensé par filière se présente comme suit :

- Menuiseries : 40
- Briqueteries : 8
- Tuileries : 4
- Boulangeries : 2
- Poteries : 14
- Forge : 3
- Savonnerie : 0
- Vannerie et tissage : 4

Les unités artisanales de production sont installées pour satisfaire des besoins locaux mais aussi extérieurs à la province surtout en matière de briqueterie, menuiserie, poterie, tuilerie, vannerie et tissage.

Artisanat de service

Cette catégorie d'artisanat est en grande partie rencontrée dans les centres urbains. Les artisans qui s'adonnent à ce type d'activités rendent des prestations de services qui, en grande partie sont en rapport avec les réparations des équipements ménagers (radio, frigo, cuisinière, montre, télévision) ; les réparations et entretien des moyens de déplacement (véhicule, motos, vélos, etc) ; bref, ce domaine est prospère suite aux relations entre clients et artisans. Il est généralement propriété privée des artisans.

Dans la commune Gasorwe , on rencontre les types suivants :

Couture : 35

Soudure : 3

Atelier de réparation Electro mécanique : 4

Cordonnerie: 4

Boucherie: 3

Ces unités sont orientées vers la satisfaction des besoins fonctionnels. Les gros secteurs sont constitués par la couture, la réparation mécanique, la boucherie,

Artisanat d'art

Au niveau national, les activités de ce type d'artisanat débouchent sur la production d'objets plutôt décoratifs. Il commence à prendre forme parallèlement au développement du tourisme. Se retrouvent dans cette catégorie : la sculpture sur bois, sur métal, en argile ; le travail sur les pierres précieuses ; la peinture sur tissus, sur bois, en feuille de bananier ; la pyrogravure etc...

Il est implanté dans les centres urbains et se développe considérablement. Des kiosques de produits artisanaux se retrouvent sur des axes principaux et sont principalement des articles propres pour l'exportation car, le marché local est restreint pour ce type d'artisanat.

Pour faire connaître ces produits, le Burundi participait auparavant à des foires régionales ou internationales qui ont connu de réels succès.

A Gasorwe, il n'est pas signalé ce genre d'artisanat.

7.3.2. Principales contraintes

- L'insuffisance de formation, de perfectionnement et de qualification des artisans ;
- L'insuffisance des ressources allouées au secteur de l'artisanat (humaines, matérielles et financières) ;
- L'inadéquation production / écoulement des produits artisanaux ;

- L'accès difficile des artisans au micro crédit et au marché public ;
- Les problèmes divers liés à la crise politique et socio-économique du Burundi.

7.3.3. Partenaires et bailleurs de fonds : Intervenants dans le secteur

- L'Etat burundais
- L'assistance étrangère bilatérale ou multilatérale ou ONGs
- Les confessions religieuses ou collectivités locales
- Les associations sans but lucratif
- Les artisans et autres promoteurs privés.

La Coordination provinciale de l'enseignement des métiers est la seule structure officielle provinciale connue pour s'occuper des métiers et artisanat. Ses moyens limités pour ne pas dire inexistantes la rendent quasi inconnue des artisans de la commune.....

CHAPITRE XVIII. ENERGIE

8.1. Energie électrique

La commune est desservie en électricité via la ligne Gasorwe – Gashoho qui a les caractéristiques suivantes :

- Niveau de tension : 30 KV
- Section (mm²) Fil de phase : 120/20 Al/Ac
- Section (mm²) fil de garde : 35/6 Al/Ac
- Longueur (km) : 17 km
- Type de poteau : Bois

Les énergies alternatives ne sont pas développées.

La commune abrite un important centre, Gisanze qui est alimenté en électricité et qui peut constituer le point de départ à d'autres branchements.

Tableau 8.1. : Desserte en électricité de la province Muyinga

Désignation	Niveau de tension	Section (mm ²) Fil de phase	Section (mm ²) fil de garde	Longueur (km)	Type de poteau
Muyinga-Cankuzo et dérivations	30 KV	34.4 Almelec-Aster		51.50	Bois
Gasorwe-Gitaramuka	30 KV	35/6 Al/Ac	35/6 Al/Ac	18	Bois
Gasorwe-Gashoho	30 KV	120/20 Al/Ac	35/6 Al/Ac	17	Bois
Muyinga-Gasorwe	30 KV	120/20 Al/Ac	35/6 Al/Ac	14	Bois
Buhiga-Karuzi	10 KV			11,72	Bois
Buhiga-Gitaramuka	30 KV	35/6 Al/Ac		7	Bois
Réseau-Muyinga	30 KV	35/6 Al/Ac		14	Bois

Source : REGIDESO

8.2. Les combustibles ligneux

Les combustibles ligneux constituent la principale forme d'énergie domestique utilisée en milieu rural. Il s'agit principalement du bois de chauffe et du charbon de bois.

En l'absence d'enquêtes spécifiques, l'évaluation de la consommation du bois de chauffe et du charbon de bois est malaisée mais peut être considérée importante et grandissant face aux traditions alimentaires et culinaires, un faible recours aux hydrocarbures pour lesquels le pays n'est pas producteur et une utilisation marginale de l'électricité au niveau domestique.

La couverture de ces besoins énergétiques vitaux pour une population croissante explique la déforestation visible dans les zones les plus peuplées et exige des solutions à long terme.

La distance occasionnée par les déplacements pour la recherche du bois des lieux de consommation montre l'ampleur du problème de déboisement quand on sait qu'autrefois le ramassage du bois mort se faisait autour des habitations. La rareté du bois a provoqué l'utilisation des tiges mortes de maïs, de sorgho et du manioc comme substitution pour le chauffage.

La fabrication du charbon de bois a accentué la dégradation du couvert végétal de la province. Même les espèces d'essences protégées sont menacées de disparition.

Les prix sont fonction de la qualité de combustible, des lieux de vente et de la période. En effet, sur les marchés ruraux, le bois de chauffe et le charbon de bois coûtent moins

cher en saison sèche et en saison des pluies. Par contre ce même combustible peut coûter deux voire trois fois plus cher durant ces mêmes périodes en ville.

La dégradation du couvert végétal de la province est devenue une préoccupation des autorités politiques et administratives. Plusieurs mesures prises ces derniers temps tendent à protéger la province contre le déboisement intensif :

- Pratique de reboisement par la mise en place des comités de reboisement et de surveillance de feu de brousse ;
- Interdiction de couper le bois vert.

La politique de reboisement ne peut se faire que par un important projet de reboisement rural et de diversification des activités économiques (introduction de nouvelles activités génératrices de revenus) en milieu rural dans un programme de développement local et participatif.

CHAPITRE IX. COMMERCE ET SERVICES

9.1. COMMERCE

Dans la commune de Gasorwe, le commerce intérieur a été sérieusement perturbé pendant la crise. Les circuits de distribution intérieurs, les centres de négoce, les magasins et autres boutiques ont été détruits ou pillés. Les produits importés ont connu des flambées suite à la spéculation et à la contrebande.

Le secteur commercial occupe une place importante dans la vie de la commune car il constitue la seule ressource financière des communes via les taxations diverses.

Les activités commerciales sont réalisées à travers les 4 marchés ruraux, 146 boutiques, 53 restaurants, 174 cabarets dont 167 de bière locale, 34 échoppes dressées le jour du marché.

En dehors de ce commerce formel, une partie importante et des transactions se réalisent à travers les activités informelles. Il n'existe pas de statistiques pour la commune.

Les principaux produits de commerce sont les denrées alimentaires et les articles ménagers.

L'activité est assurée par les nationaux avec une prédominance des hommes.

9.1.1. Nature du commerce et contribution aux finances communales

Nom du marché ou centre de négoce	Taxes perçues ex 2005	Nombre de commerçants		Nombre de stands, boutiques et cabarets			
		H	F	Boutiques	Restaurants	Cabarets	Echoppes
Gasorwe							
Kirembe							
Karama							
Bwasare							
TOTAL	3 601 500			146	53	BL = 167 BI = 6	34

Les marchés ont procuré à la commune des taxes évaluées à 3601500 Fbu en 2005. En plus de ces taxes sur l'exploitation du marché, d'autres recettes sont perçues sur les activités aux alentours du marché. Leurs contributions aux finances communales en 2005 sont les suivantes :

Rubriques	Taxes perçues (Fbu)
Les impôts sur cycles	1031000
Les impôts sur gros bétail	99000
Les impôts sur les machines à coudre	38000
Les attestations, extraits, inscription au mariage	490700
Délivrance de la carte nationale d'identité	310000
Autorisation de vente de vaches ailleurs	8000
Amendes administratives	790500
Délivrance de la carte d'assurance maladie	27500
Taxe sur vente et bornage de propriété	463400
Frais d'enregistrements des propriétés	1062920
Recettes sur attributions des parcelles résidentielles	426920
Taxes annuelles sur boutiques	567000
Taxes annuelles sur restaurants	74000
Taxes annuelles sur cabarets bière locale	345000
Taxes sur vente de bière locale par bouteille	2582540
Taxes sur vente du gros et petit bétail sur pieds	6000
Taxes sur abattage petit et gros bétail	6000
Location des échoppes	165000
Recettes sur viande grillée	366300
Taxes sur établissement financiers (Coopecs)	20000
Taxes sur chargement des vivres secs	448200
Taxes sur chargement des produits de reboisement	162000
Taxes sur chargement des briques	1750
Recettes administratives des tribunaux	587368
Recettes sur les salons de coiffure	15000
Recettes dividende sur actions Sogestal	450000
Total	10 544 098

Source : Comptables communaux, Rapports 2005

9.1.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

Les principales contraintes du commerce à Gasorwe sont liées :

- à l'inopérationalité des centres de négoce suite à l'insécurité qui persiste dans certaines parties de la province
- à la désorganisation du circuit de distribution
- au faible niveau de revenus des ménages,
- à l'accès au crédit pour les petits commerçants qui reste difficile par manque de garanties,
- au taux d'intérêt bancaire élevé pour ceux qui sont éligibles
- A la faiblesse de production des cultures vivrières et à la forte part réservée à l'autoconsommation d'une population galopante.

La relance des activités de commerce passera par la résolution de ces contraintes structurelles et conjoncturelles. Les objectifs spécifiques à court et moyen termes sont :

- la reconstruction et la redynamisation des centres de négoce
- la disponibilisation des produits et la stabilisation des prix
- la création d'un fonds d'aide et d'appui aux commerçants, les sinistrés en particulier.

D'une manière générale, la stratégie de développement commercial est basée sur trois actions principales :

- actions de réhabilitation des infrastructures commerciales
- actions visant le développement des activités commerciales
- actions visant l'encadrement administratif.

9.2 TOURISME ET HOTELLERIE

La commune de Gasorwe ne dispose d'aucune infrastructure touristique et hôtelière.

9.3. INSTITUTIONS FINANCIERES

Aucune banque commerciale, aucune banque de développement et aucune compagnie d'assurance n'est implantée dans la commune Gasorwe.

9.4. TRANSPORT

Le transport routier est le plus pratiqué. La commune de Gasorwe est désenclavée par des routes et 38 pistes rurales d'une longueur de 151.5 km dont 1 piste compactée et latéritiques et 36 autres en terre non latéritiques et non compactée.

1. Routes communales

Nom de la route	Nbre de Km (total)	Nbre de km en bon état
1. Masasu-Buringa	5	1
2. Gikwiye-Karambo	5	1
3. Gikwiye-Masasu	3	1
4. Masasu-Karambo	4	2
5. Kiryama-Karambo-Bihogo	8	2
6. Gikwiye-Kiryama	4	1
7. Karira-Nyunsu	5	2
8. Bihogo-Rusumbuko	3	1
9. Kinama-Rukongwa	4	1
10. Kinama-Kagugwe	2	-
11. Bwasare-Karama	10	2
12. Bwasare-Jani	6	1
13. Karama-Nyungukivoga	16	3
14. Bwasare-Kanihore	6	0
15. Gahugu-Rubonde	7	0
16. Kaguhu-Ruzizi	5	1
17. Rukinzo-Butirabura-Kagurwe	14	0
18. Ntirabura-Gatutwe-Gasenyi	6	0
19. Jani-Nyamuswaga	7	0
20. Karama-Gishuha	11	0
21. Ruhama-Rukinzo	8	0
22. Karambo-Gishuha	7	1
23. Kiremba-Munyinya	12	7
24. Kiremba-Kizi-Rusagara	12	5
25. Kiremba-Kigoganya-Shorezo	8	6
26. Kivubo-Nizuga	4	4
27. Kivubo-Nyamirambo	4	1
28. Kizi-Karambo	3	4
29. Kizi-Kivubo-Kididiri	7	3
30. Kiremba-Martyazo	1	2
31. Kivubo-Bwica	1,5	0
32. Kinanga-Kiziba	4	0
33. Kimanga-Kiyange	3	2
34. Kiryama-Gasuru	9	1
35. Kiremba-Nyungu	3	2
36. Karimbi-Gongora	5	1
37. Kiziba-Bugomora	5	1
38. Rukinzo-Kaguhu		1
Tot	227,5	48

Source: Administration communale

2. Ponceaux

Nom du Ponceau	Nature du matériel de construction			Etat	
	Bois	Métal	Béton	Bon	Mauvais
1. Kaguhu	x				x
2. Mpimbiguye	x				x
3. Mpanga (Kavoga)	x				x
4. Nyendyamo	x				x
5. Gatoke	x				x
6. Cogo	x				x
7. Gishusha	x				x
8. Gisenga	x				x
9. Kanonora			x	x	
10. Kanyamangati	x				x
11. Kivubo	x				x
12. Gisiza	x				x
13. Kiyange	x				x

Source: Administration communale

3. Ponts

Nom du Pont	Nature du matériel de construction			Etat	
	Bois	Métal	Béton	Bon	Mauvais
1. Rusagara			x	x	
2. Gashayura			x	x	
3. Karama	x				x

Source: Administration communale

9.5. COMMUNICATION

Dans la commune de Gasorwe, il n'existe ni bureau postal, ni fax, ni phonie. Très peu de personnes disposent d'un téléphone mobile.

CHAPITRE X. SANTE

10.1. Données épidémiologiques

Centres de santé	Nbre de cas par an				
	Paludisme	Maladies diarrhéiques	Infections respiratoires	Dysenterie bacillaire	Malnutrition
Gasorwe	3720	6	870	48	3
Kigoganya	13824	838	1293	188	0
Kizi	12243	420	2693	24	26
Bwasare	401	4	1210	96	0
Total	30188	1268	6066	356	29

Source : Rapport annuel 2005, DPS Muyinga

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le paludisme est la maladie la plus répandue dans la commune avec des consultations dépassant les 30.000 cas par an, soit une moyenne de consultation mensuelle de 2500 personnes pour une seule commune. Heureusement que le coût des soins reste faible (350 Fbu la cure) et que les populations se font soigner dans les structures indiquées.

La malnutrition suit avec des effectifs de pouvant atteindre les 26 cas dans la zone Kizi.

Les infections respiratoires et les maladies diarrhéiques représentent respectivement plus de 6000 et 1263 cas.

Les pouvoirs publics sont parvenus à maîtriser les coûts si bien que la cure des maladies diarrhéiques et de la dysenterie bacillaire coûte 50 Fbu si ces médicaments ne sont distribués gratuitement.

10.2. Vaccination

La réalisation des vaccinations est régulière dans les CDS sauf en cas de période de panne de frigo qui peut durer plusieurs mois.

10.3. Médecine traditionnelle

La médecine moderne est épaulée par 21 tradithérapeutes reconnus et 25 accoucheuses traditionnelles formées avec kit par le PNSR et l'IMC.

10.4. Personnel soignant

6 A3, 5 A2, 2 gestionnaires des services, 1 TPS, 4 aides infirmières formées et 16 Aides infirmières non formées.

10.5. Situation des infrastructures sanitaires

Structure de santé	Statut	Année de construction	Nature des matériaux de construction	Etat actuel	Existence eau	Existence électricité	Equipement standard	Bâtiments
Gasorwe	Privé		durable	Bon	oui	oui	Complet	incomplet
Kigoganya	GA	2002	durable	Bon	non	Non	complet	complet
Kizi	GA	2002	durable	Bon	oui	Non	complet	complet
Bwasare	Privé	1999	durable	Bon	non	Non	complet	complet
Total	4 CDS							

Source : Rapport annuel 2005, DPS Muyinga

La commune Gasorwe compte comme infrastructures sanitaires 4 centres de santé répartis dans les zones.

Tous les centres de santé sont en bon état car construits avec des matériaux durables.

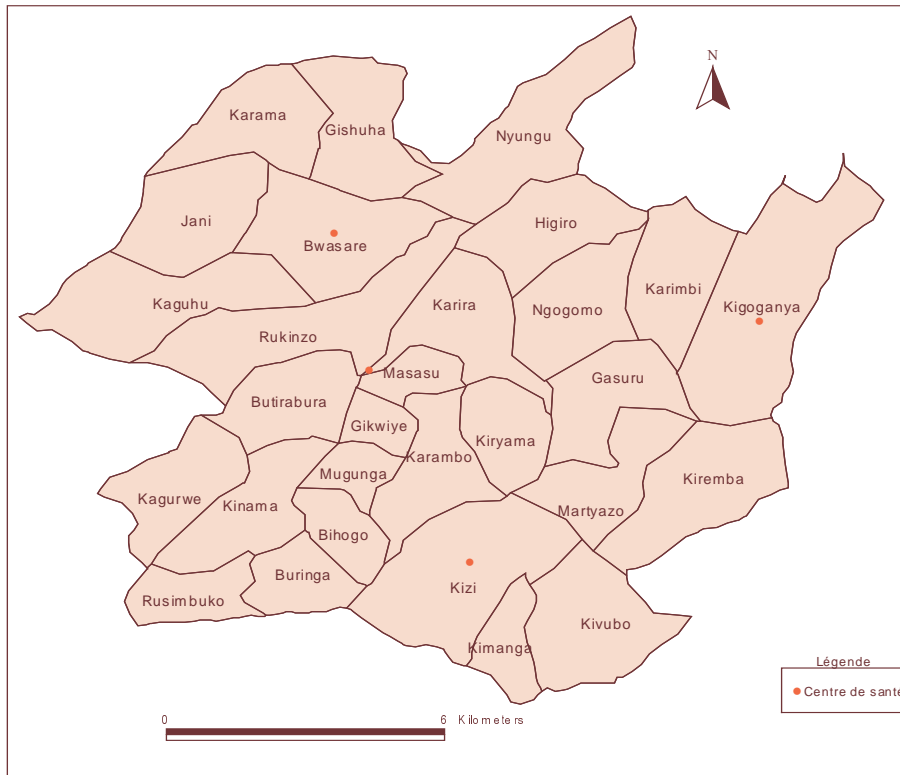
Tous les 4 CDS n'ont pas accès à l'électricité sauf celui de Gasorwe. Le centre de santé de Kizi est éclairé par plaque solaire fourni par l'IMC.

Deux centres de santé sur 4 n'ont pas accès à l'eau.

Tous les centres de santé sont complets en équipements et en bâtiments sauf celui de Gasorwe où les bâtiments nécessitent des extensions.

L'approvisionnement en médicaments est assurée par le ministère de la santé via le Dépôt pharmaceutique de Buterere et la Direction Provinciale de la santé.

Implantation des structures sanitaires



10.6. Equipements en laboratoires

Aucun centre de santé n'est équipé pour les analyses bactériologiques, tous les CDS sont uniquement équipés pour faire la goutte épaisse et l'examen des selles.

10.7. Fréquentation et capacités d'accueil des structures de santé

Type d'Infrastructure	Nombre de collines de recensement desservies	Fréquentation par mois	Nombre d'hospitalisés par mois	Nombre de lits
Gasorwe	12	5453	784	-
Kigoganya	7	5953	36	8
Kizi	5	4652	169	8
Bwasare	9	5422	49	-
Total	33	21480	1038	16

Source : Rapport annuel 2005, DPS Muyinga

Les CDS de la commune totalisent 16 lits d'hospitalisation qui accueillent en moyenne 1038 patients par an.

En conséquence, la conclusion est que ces centres sont débordés par les besoins en hospitalisation étant donné que le nombre de patients par mois est près du double des capacités d'accueil des structures de santé. L'exception est faite à certaines périodes de recrudescence de la malaria.

Au regard de ces chiffres, on en déduit qu'il existe 16 lits d'hospitalisation pour 76 992 habitants, soit 1 lit pour 4812 habitants.

10.8. Contraintes

- Pauvreté excessive des populations qui ne parviennent plus à se faire soigner malgré le coût relativement peu cher dans les structures publiques
- La famine qui complique certaines pathologies
- Insuffisance du personnel soignant
- Manque d'équipements des structures sanitaires;
- Manque des médicaments.

10.9. Stratégies / actions à mener

- Doter la commune d'un personnel de santé qualifié et suffisant
- Formation, sensibilisation et motivation du personnel soignant ;
- Soutien technique et financier par l'Etat ;
- Promotion des soins préventifs.

10.10. Partenaires et bailleurs de fonds

IMC, WV, Caritas, UNICEF, GVC, OMS, PAM

10.11. APPROVISIONNEMENT EN EAU

10.11.1. Situation des approvisionnements en eau

Dans la province de Muyinga, selon les résultats de l'enquête réalisée, l'alimentation en eau potable en milieu rural se présentait comme suit :

Tableau de desserte en eau potable

Commune	Sup.	Nbre total de ménages	Nombre de points d'eau									Nombre total de points d'eau					
			SAF	SANF	SNA	BFF	BFNF	BP	PF	PNF	SCEP	Fonctionnels	Non fonctionnels	Total	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels	Nbre de ménage par points d'eau fonctionnels et non	Nb de points d'eau fonctionnels / 500 m
<i>Muyinga</i>	379.94	27 694	142	131	120	32	5	16	-	-	60	174	136	310	159	89.3	0.22
Gasorwe	187.20	15030	114	61	63	21	12	5	-	-	21	126	73	199	119.3	75.5	0.23
Gashoho	155.26	57490	70	39	23	12	30	20	-	-	6	102	69	171	563.6	336.2	0.3
Butihinda	293.60	21045	53	-	70	10	5	-	-	-	2	63	5	68	334	309.5	0.1
Giteranyi	397.82	30985	55	108	84	3	5	0	0	0	2	58	113	171	534	181.2	0.07
Buhinyuza	262.92	10694	77	114	66	84	-	12	-	-	2	161	114	275	66.4	38.8	0.3
Mwakiro	159.52	39245	94	73	50	24	5	8	-	-	12	393	78	471	99.8	83	1.2
Total	1832	202183	605		476	186					105	1077	588	1665	187	121	0.58

Source : Rapports des fontainiers communaux

Ce tableau montre que la commune de Gasorwe est affectée par le manque d'eau potable.

En effet, la commune Gasorwe dispose de 199 Points d'eau comprenant les sources aménagées, les bornes fontaines et les SCEP.

Alors que les normes pour un approvisionnement en eau optimal est de 1 puit d'eau par 500 m, dans la commune de Gasorwe on recense 0.23 points d'eau fonctionnels pour 500 m. Ce qui est 4 fois inférieur aux normes.

Aussi le nombre de ménages par point d'eau fonctionnel de 119 dépasse les normes de près de 4 fois comparé aux 30 ménages requis pour 1 point d'eau.

Toutes ces infrastructures s'avèrent encore insuffisantes pour desservir une population totale de 76 992 habitants.

10.11.2. Contraintes

- La sécheresse qui provoque le tarissement des sources d'eau
- Absence de sensibilisation des populations à la prise en charge de l'entretien des infrastructures d'eau de la commune, absence d'initiative des bénéficiaires pour la réparation des points d'eau défectueux.
- Ignorance de technologie de captage des eaux à partir des cours d'eau existants ;
- Ressources financières de la commune limitées.
- Mauvais fonctionnement des régies communales de l'eau (RCE).

10.11.3. Actions à mener

- Construction de nouveaux points avec souci d'une répartition équitable des points d'eau dans la commune
- Former les usagers à la responsabilité des infrastructures construites ou réhabilitées

CHAPITRE XI. HABITAT

11.1. Généralités

Le Burundi a adopté, depuis 1989, une politique visant l'acquisition d'un habitat décent pour toute la population. Cette politique a été appuyée par plusieurs partenaires du Gouvernement. Les interventions ont porté sur l'octroi du crédit en nature ou en espèce en faveur de l'amélioration de l'habitat rural mais également sur des actions de promotion des matériaux de construction produits localement et plus particulièrement les matériaux de couverture.

Avant la crise de 1993, le taux de maison à toiture améliorée était d'environ 45 %. Le taux de croissance annuel dans le secteur de l'habitat était de 3,3 % et il fallait le doubler pour atteindre l'objectif d'un habitat décent pour tous à l'horizon 2000 que le gouvernement s'était fixé.

Les effets de la crise sur l'habitat rural furent des plus dramatiques. En effet, au niveau national, plus de 120.000 maisons ont été détruites et certaines populations (environ 10 %) ont dû se regrouper dans des camps de déplacés, tandis que d'autres ont fui le pays (environ 6 %) et vivent dans des camps des réfugiés dans les pays voisins, surtout en Tanzanie.

Dans la province de Muyinga, les destructions de l'habitat rural consécutives à la crise ont été très importantes. Environ 9.049 maisons ont été détruites dont 642 dans la commune de Gasorwe.

Actuellement l'habitat en province de Muyinga ne répond pas tout à fait aux normes requises pour un habitat décent qui comprend des maisons construites en matériaux durables, ayant un plan bien aéré et qui répond aux normes techniques prévues, couvertes par la tôle ou de la tuile. C'est également une habitation bénéficiant d'un équipement minimal intérieur et environnemental permettant aux occupants et aux voisins de vivre en bonne santé à l'abri des sources de dégradation de la vie, des intempéries, des milieux insalubres,

Dans la province de Muyinga, on distingue deux types d'habitat, à savoir : l'habitat rural et l'habitat urbain.

11.2. Caractérisation de l'habitat rural

L'habitat rural est généralement dispersé sur les collines.

L'on rencontre aussi un type d'habitat groupé aux chef-lieux des zones qui peuvent être considérées comme rurales.

L'habitat rural dans toutes les communes de la province de Muyinga est en général précaire et rudimentaire compte tenu des matériaux utilisés :

- Les murs sont en briques cuites, briques adobe, ou en pisée ;
- Les toits sont en tôles, en tuiles de fabrication artisanale, ou en chaume ;
- Le pavement est en ciment ou en terre battue.

En 2003, le PPL avait organisé une mini-enquête avec les chefs des collines et des zones qui ont permis de donner les chiffres indicatifs suivants.

Les ménages vivant dans des « villages groupés » représentent une infime partie par rapport à ceux qui habitent dans des « *rugos* dispersés » (moins de 10 %).

L'habitat groupé est généralement amélioré par rapport à l'habitat dispersé.

En ce qui concerne l'habitat rural groupé, exception faite du chef-lieu de province de Muyinga, les murs des maisons sont essentiellement en pisé (51 %), 45 % sont en briques adobes tandis que seulement 4 % sont en briques cuites.

En ce qui concerne l'habitat dispersé, les chiffres montrent que 29 % des maisons sont en briques adobes, 70 % en pisé et seulement 1 % en briques cuites.

Au niveau de la toiture des maisons, l'habitat groupé présente les caractéristiques suivantes :

La couverture avec les tôles est prédominante (55 %) suivi par les maisons couvertes par des chaumes (26 %). La part des maisons couvertes par des tuiles est très faible (19 %).

L'habitat dispersé présente des proportions suivantes : 62 % des maisons sont en chaume, 30 % en tôles et 8 % en tuiles.

Concernant le pavement pour l'habitat groupé, 826 maisons sont pavées en ciment (82 %), 2.939 maisons en terre battue (20 %).

Quant au pavement pour l'habitat dispersé, la proportion des maisons dont le pavement est en terre battue approche les 95%.

11.3. L'habitat urbain

Au niveau des petits centres urbains, les maisons sont généralement construites en matériaux semi-durables préfabriqués localement (briques et tuiles en argile cuite) ou en matériaux importés (ciment, fer à béton et tôle galvanisé). Toutefois, on y rencontre aussi dans les centres urbains et semi-urbains des maisons en matériaux semi-durables provisoires de type habitat rural aux abords de ces agglomérations habitées par les catégories sociales les plus pauvres.

La rareté des toitures en chaume en faveur de la tôle importée et de tuile fabriquée localement est remarquable sur ce centre semi-urbain.

De même, les murs en pisé qui représentent plus de 70 % en milieu rural sont rares en ville.

Le pavement en ciment est plus prépondérant que le pavement en terre battue.

11.4. Incidences de la crise sur l'habitat

Tableau 11.4. : Besoins en reconstruction de l'habitat rural (Juin 2006)

Commune	Nombre de maisons détruites	Nombre de maisons reconstruites	Nombre de maisons non encore reconstruites	Demandeurs
Buhinyuza	3085	226	2859	4500
Butihinda	849	200	649	10000
Gashoho	378	214	164	9000
Gasorwe	642	150	492	7000
Giteranyi	2787	1602	1185	5000
Muyiga	320	160	160	3650
Mwakiro	988	784	204	4000
<u>Total</u>	9049	3336	5713	43150

Source : Administration locale

Parmi les demandeurs, il y a toutes les catégories de vulnérables dont les rapatriés, les déplacés, les indigents, ...

Sur 642 maisons détruites dans la commune, 150 (soit 25 %) ont pu être reconstruites avec des efforts particuliers.

11.5. Disponibilité des matériaux locaux de construction

Nature de matériaux locaux de construction	Nombre de site	Exploitant (privé ou commune)	Nature de convention (paiement par benne)
1. Sable	2	privé	paiement par benne
2. Gravier	1	privé	paiement par benne
3. Moellon	6	privé	paiement par benne
4. Argile par tuiles	4	privé	paiement par benne
5. Argile pour Brique	8	privé	paiement par benne

Source : Administration locale

11.6. Contraintes, potentialités et perspectives.

Contraintes

Les contraintes sont nombreuses et sont notamment liées aux :

- manque de moyens suffisants pour faire face aux urgences de reconstruction de l'habitat détruit ;
- absence d'un programme concret de production, afin de rendre disponible les matériaux de construction à 'échelle nationale ;
- faible niveau d'implication des opérateurs privés dans la production des matériaux locaux de construction. Seul l'Etat avec l'appui de certains bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux investissent dans la mise en place d'unités de production artisanale des matériaux locaux de construction ;
- absence de coordination des actions initiées par les différents partenaires.

Potentialités

Les potentialités pour faire face aux besoins de la reconstruction et de l'amélioration de l'habitat rural sont nombreuses. Il s'agit notamment :

- de l'existence partout dans le pays de la matière première de base pour la production de matériaux de couverture (tuiles)
- de l'existence d'artisans pour la production et la mise en œuvre des matériaux locaux de construction formés dans le cadre des divers projets d'appui dont le Burundi a bénéficié ;
- de la volonté de la production à contribuer à la reconstruction de l'habitat détruit et à améliorer celui existant ;
- de la sensibilité des partenaires du gouvernement à cette situation d'urgence engendrée par la crise.

Perspectives

Elles sont axées notamment sur :

- la sensibilisation de la production, à l'aide de moyen et outils appropriés, pour qu'elle participe activement à la reconstruction et au programme d'amélioration de l'habitat ;
- la promotion des associations et des groupements de la « filière habitat » et le renforcement de leurs capacités de gestion ;
- l'encouragement de la population à se regrouper en villages et la recherche d'une assistance technique aux auto-constructeurs en général et aux sinistrés en particulier ;
- la sensibilisation et l'appui à l'action de reconstruction de l'habitat rural détruit en rendant disponibles les matériaux locaux de construction autant que cela est possible, tout en respectant les mesures de sauvegarde de l'environnement ;
- l'augmentation qualitative et quantitative de la production des matériaux locaux de construction via la promotion de l'artisanat de la « filière habitat rural ».

11.7. Partenaires

- Le Gouvernement par l'intermédiaire des Ministères concernés dont :
 - Le Ministère du Développement Communal : pour la promotion des matériaux locaux de construction ;
 - Le Ministère à la Réinsertion et à la Réinstallation des Déplacés et des rapatriés : pour le plaidoyer et la coordination de l'assistance aux sinistrés ;
- la Banque Mondiale : finance la réhabilitation des fours-tunnels ainsi que le reboisement et à leurs alentours à travers le Crédit de Relance Economique (CRE)
- La Belgique finance le Projet Habitat Rural et Matériaux Locaux de Construction en provinces de Bubanza et Cibitoke. Elle finance également la construction de nouveau fours-tunnels dans le cadre de Fonds Belgo-Burundais de Réemploi.
- Le PNUD via le Projet PDCLCP et le HCR : ont financé la construction de fours-tunnels, en appui à la production des matériaux de couverture.
- Le Luxembourg a financé la construction d'une vingtaine de fours-tunnels. La Coopération avec ce pays est à l'arrêt.
- La France a financé un Projet d'amélioration de l'habitat e province de Ruyigi et Cankuzo, clôturé en 2002.
- L'Italie a financé à travers l'ONG CISV la construction de fours améliorés et le Centre de Formation Artisanale de Gitega.
- Des ONGs et certains pays partenaires du Burundi donnent des aides en nature pour la reconstruction de l'habitat.

CHAPITRE XII. EDUCATION

12.1. Généralités

Le système d'éducation et de formation dans la commune est organisé par le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture.

L'accès à l'Education au Burundi reste limité du fait de plusieurs facteurs notamment la pauvreté des ménages, le faible niveau d'instruction des parents ainsi que le peu d'infrastructures éducatives implantées dans la commune.

Pour pallier à cette lacune, l'on fait recours à l'éducation non formelle qui s'adresse aux jeunes non scolarisés et aux adultes afin de leur donner une éducation de base à travers un programme d'alphabétisation qui se réalise dans les communautés catholiques.

Le retour progressif de la sécurité a permis une remontée des indicateurs de fréquentation scolaire. Les indicateurs en matière de l'éducation sont détaillés dans les tableaux suivants.

12.2. Enseignement préscolaire

Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 1980, l'enseignement préscolaire n'était organisé qu'à Bujumbura. Aujourd'hui, 3 structures organisent l'encadrement de la petite enfance. Il s'agit :

- des écoles maternelles généralement attachées aux écoles primaires ;
- des garderies communautaires encadrées par l'association des scouts du Burundi avec l'appui de l'UNICEF ;
- des cercles communautaires encadrés par TWITEZIMBERE et les associations des parents.

Généralement ses structures accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

La situation des centres préscolaires de Gasorwe se présente comme suit (2005-2006)

Effectifs des enfants inscrits en 2005-2006 dans l'enseignement préscolaire

Zones	Nombre de préscolaire	Effectifs des enfants	Effectifs des enseignants	Nombre de salles de cours
Kirembe	2	184	6	4
Gasorwe	1	66	2	2
Bwasare	1	53	2	2
Total commune	4	305	10	8

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE Muyinga

12.3. Enseignement primaire

L'enseignement primaire est assuré dans 16 écoles primaires dont 14 écoles à cycle complet. Le taux de scolarisation est estimé à 67.6 % dans la commune.

L'insuffisance ou le manque de matériel didactique reste un handicap pour l'enseignement dans le milieu rural.

La commune souffre particulièrement du problème de surcharge des classes. L'effectif total des élèves en 2005 – 2006 s'élève à 14124 dont 6006 filles, soit 42.5 %. L'effectif des enseignants est de 130 donnant des ratios suivants : 145 élèves par classe et 104 élèves par enseignant.

Les ratios élèves par salle montrent des disparités fortes au niveau de la commune. Ainsi la zone de Kiremba semble privilégiée avec 96 élèves par classe alors que la zone Bwasare affiche un ratio exceptionnel de 204 élèves par salle.

Les ratios élèves par enseignant sont aussi déséquilibrés entre les zones avec des ratios variant entre 64 et 155 élèves par enseignant .

Notons que ces taux sont très élevés par rapport aux normes de l'UNESCO qui préconise 30 élèves par enseignant.

Nombre et capacités d'accueil des écoles primaires

Etablissements Zones	Primaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Kiremba	6	6	36	1978	1498	3476	54	96	64
Gasorwe	2	2	12	932	698	1630	18	136	82
Bwasare	8	6	44	5208	3810	9018	58	204	155
Total commune	16	14	92	8118	6006	14124	130	145	104

Source : Rapport annuel 2005-2006, DPE Muyinga CC : Cycle Complet

12.4. Enseignement secondaire

L'enseignement secondaire est dispensé dans 2 collèges communaux et dans le lycée de Kagwema qui totalisent 865 élèves..

Les ratios élèves par salle et élèves par enseignant sont respectivement de 78 et 33.

Le ratio élèves par classe est deux fois et demi supérieur aux normes tandis que le ratio élèves par enseignant est conforme aux normes.

Nombre et capacités d'accueil des écoles secondaires

Etablissements Zones	Secondaire								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	T		Elèves/ Salle	Elèves/ Ens
Kirembe	1	1	8	311	113	424	14	53	30
Gasorwe	1	0	3	305	136	441	12	147	36
Bwasare	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total commune	2	1	11	616	249	865	26	78	33

Source : Rapport annuel AS 2005-2006 DPE/Muyinga

CC : Cycle complet Ens : Enseignant

12.5. Ecoles techniques professionnelles

Il n y a pas d'écoles techniques professionnelles dans la commune

12.6. Situation du personnel enseignant dans la commune par sexe

zones	Ecoles du primaire			Ecoles secondaires		
	H	F	Total	H	F	Tot
Kirembe	26	28	54	10	4	14
Gasorwe	4	12	16	10	2	12
Bwasare	37	21	58			
Total commune	67	61	128	20	6	26

Source : Rapport annuel 2005 DPE/Muyinga

12.7. Enseignement informel

L'éducation non formelle englobe les formations dispensées en dehors du système d'enseignement formel classique. Elle couvre les centres d'instruction et d'alphabétisation encadrée par les églises, le secteur de l'Artisanat et de l'Enseignement des Métiers ainsi que le secteur de l'alphabétisation des adultes encadré par le Centre National d'Alphabétisation.

Les écoles Yagamukama

Ce sont des écoles d'enseignement catholique. Le Bureau National pour l'Enseignement Catholique (BNEC) renseigne que les écoles Yagamukama du Burundi comptent actuellement plus de 300.000 élèves. En ce qui concerne l'âge d'admission des élèves, il ne semble pas y avoir d'uniformité dans la limitation de l'âge, chaque diocèse restant autonome dans l'organisation de ses écoles.

Traditionnellement, la formation dispensée dans ces institutions avait un but à prédominance spirituelle si bien que même l'enseignement de la lecture n'avait d'autre objectif que de permettre au candidat chrétien de lire la Bible et le Catéchisme. Dans le contexte actuel, la formation dispensée dans les écoles Yagamukama vise au-delà de l'acquisition des connaissances et des valeurs chrétiennes, la transmission de connaissances de base par l'alphabétisation et la connaissance du milieu rural afin de leur permettre de mieux s'intégrer dans leur communauté.

Nombre et capacités d'accueil des écoles Yaga Mukama (A/S 2005-2006)

Etablissements Zones	Yaga Mukama								
	Nbre d'écoles		Nbre de salles	Nbre d'élèves			Nbre d'Ens	Ratios	
	Total	CC		G	F	<i>T</i>		Elèves/Salle	Elèves/Ens
Total commune	11	11	23	867	1176	2043	19	185	107

Source : Rapport annuel AS 2005-2006 DPE/Muyinga

Les centres d'alphabétisation

La province Muyinga compte 24 centres d'alphabétisation fonctionnelle en 2005/2006.

Les thèmes traités dans les séances d'alphabétisation sont relatifs à la vie quotidienne et en rapport avec l'agriculture et l'élevage modernes, la nutrition, l'habitat décent, la santé, l'hygiène, le planning familial, les métiers, l'épargne.

Les caractéristiques de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes sont :

- la pénurie d'animateurs alphabétiseurs ;
- le manque de matériel didactique et des locaux ;
- l'absentéisme des auditeurs et le manque de suivi.

L'animation des centres d'alphabétisation est assurée par des volontaires dont les prestations sont bénévoles.

Il existe des centres d'alphabétisation dans la commune mais les animateurs empruntent des locaux pour alphabétiser.

Nom du centre	Nbre d'élèves			Nbre d'enseignants		
	G	F	T	H	F	T
Gikwiye	25	54	79	4	0	4
Rukinzo	5	15	20	0	2	2
Rusimbuko	12	8	20	0	0	2
Total	42	77	119	4	2	8

Source : Rapport annuel AS 2005-2006 DPE/Muyinga

Enseignement des métiers

Les écoles de métiers sont des écoles d'enseignement professionnel. Les métiers enseignés sont entre autres la maçonnerie, la menuiserie et la couture.

On dénombre 9 écoles des métiers fonctionnelles réparties dans toute la province avec 326 apprenants et 28 formateurs.

La commune Gasorwe dispose de 2 écoles de métier dont 1 pour la menuiserie et 1 pour la couture.

Métier	Nbre d'élèves			Nbre d'enseignants		
	G	F	T	H	F	T
Couture	10	7	17	0	2	2
Menuiserie	17	0	17	1	0	1
Total	27	7	34	1	2	3

Source : Rapport annuel AS 2005-2006 DPE/Muyinga

Actuellement, le Ministère de l'Education Nationale et de la Culture assure la coordination de ses structures.

12.8. Principales contraintes, potentialités et perspectives

En province Muyinga, le problème de l'Enseignement mérite une attention particulière. Bien qu'il soit abordé particulièrement dans les paragraphes précédents, il paraît indispensable de souligner quelques caractéristiques.

En effet, le faible taux de scolarisation, le taux élevé de redoublants, le déséquilibre entre la scolarisation des filles et des garçons sont souvent liés à plusieurs causes dues en partie à l'illettrisme des parents. Ces derniers dont la plupart sont tenant de la vieille mentalité.

Considérant l'enfant comme une main d'œuvre, ils refusent de les scolariser. Les inégalités de scolarisation entre garçons et filles s'expliquent par l'attitude des parents

ayant plus de préférence à la scolarisation des garçons, la fille étant considérée comme une source de richesse. Les parents devraient ne pas discriminer les enfants et devraient leur donner les mêmes chances. Concrètement, ils devraient encourager les filles à la scolarisation, mieux répartir les travaux entre les sexes, ce qui, évidemment dépend de la possibilité des parents de faire face à la vie.

D'autres facteurs compliquent la situation ; il s'agit de l'éloignement et l'insuffisance des infrastructures scolaires, l'insuffisance du personnel enseignant, l'insuffisance et/ou le manque du matériel pédagogique.

La qualité de l'enseignement est fortement liée à la disponibilité d'équipements et matériels didactiques. Le manque d'enseignants et la faible qualification de certains d'entre eux, la dévalorisation de la carrière enseignante et l'insuffisance de l'encadrement sont surtout des facteurs qui conduisent à de faibles réussites lors des évaluations externes.

L'amélioration du système scolaire en province Muyinga, passera, par la création de nouvelles écoles dans les communes défavorisées, la réhabilitation des établissements en mauvais état, la mobilisation des financements pour doubler les infrastructures, les équipements et les matériels didactiques mais également par la création des écoles techniques parce que ce sous-secteur de l'enseignement reste le parent pauvre dans la province.

Au primaire, une école doit être implantée au niveau de chaque colline de recensement. Ceci réduira la longue distance des enfants qui est souvent à l'origine de beaucoup d'abandons ou tout simplement de refus d'aller à l'école. Les écoles détruites ou vieilles doivent être réhabilitées. Un programme de construction des écoles professionnelles est à l'initier pour réduire l'effectif des jeunes déscolarisés. Le gouvernement devrait aider également à résoudre le problème épineux d'enseignements au primaire et au secondaire en constituant par exemple des homes autour des écoles.

Il faut également développer les écoles d'enseignement des métiers pour donner plus de chances aux jeunes déscolarisés.

CHAPITRE XIII. JEUNESSE ET SPORTS

13.1. GENERALITES

Les besoins de la jeunesse sont multiples et leur satisfaction exige des moyens énormes qui ne peuvent être à la portée des seuls pouvoirs publics.

En effet, l'un des problèmes majeurs posés à tous les niveaux national, provincial et communal est celui de l'encadrement de la Jeunesse par un suivi adéquat pour que le pays puisse assurer un avenir sûr à tous.

La seule voie est l'instruction mais malheureusement, suite à des contraintes multiples, le pays ne peut pas instruire tout le monde malgré toute la volonté politique d' « éducation pour tous d'ici 2015 ».

La conséquence de ces déscolarisés n'est autre que le retour à l'oisiveté, la tentation à l'exode rural et à la marginalisation dans les agglomérations urbaines.

La situation de guerre renforce ce problème, dans la mesure où beaucoup de jeunes ont été enrôlés, aussi bien dans l'armée régulière que dans la rébellion, et avec la fin de la guerre, ces jeunes doivent être insérés dans la société en général et dans le circuit de production en particulier.

La grande question qui se pose alors est de savoir comment permettre à ces jeunes d'accéder à l'emploi, quand on sait que le secteur primaire occupe 93,1% de la main d'œuvre.

Les secteurs Jeunesse et Sport sont très peu développés en dehors des efforts qui ne sont consentis qu'au niveau de la province où les activités d'encadrement se limitent aux activités sportives classiques telles que le football mais souffrent d'un manque d'innovation et d'encadrement substantiel.

13.2. ENCADREMENT DES JEUNES

Dans les communes de la province Muyinga dont Gasorwe fait partie, on rencontre des associations sportives et culturelles, des associations d'entraide, des associations d'auto promotion, des associations de lutte contre la pauvreté, celles contre le SIDA, des associations à caractère religieux, etc.

Le tableau ci-après montre la situation des associations des jeunes tournées vers le sport, culture et les activités de production par commune

Inventaire des associations par commune

Communes		Nombre d'associations	Nombre de jeunes encadrés		
			H	F	Total
Buhinyuza	Production auto-promotion	150	1257	463	1720
	Sportives et culturelles	13			
Butihinda	Production autopromotion	138	1890	1750	3640
	Sportives et culturelles	15			
Gashoho	Production autopromotion	124	2080	1270	3350
	Sportives et culturelles	10			
Gasorwe	Production autopromotion	180	3000	1500	4500
	Sportives et culturelles	32			
Giteranyi	Production autopromotion	263	1974	5916	7850
	Sportives et culturelles	52			
Muyinga	Production autopromotion	274	3580	2359	5939
	Sportives et culturelles	29			
Mwakiro	Production autopromotion	160	1284	676	19501
	Sportives et culturelles	14			
Total		1454	15065	13934	46500

Source : Administration à la base, Administrateurs des communes de la province Muyinga

De multiples associations s'intéressent un peu partout dans le pays aux questions de l'heure à savoir les droits de l'homme, le SIDA, les droits de l'enfant etc...

Ce type d'encadrement n'existe pas dans le commune Gasorwe.

13. 3. SPORT

13.3.1. Généralités

Le sport est un important facteur d'encadrement de la population en général et de la jeunesse en particulier mais aussi un facteur d'éducation et de cohésion sociale dont la contribution au retour à la paix et à la réconciliation nationale est remarquable.

Les activités sportives recensées dans la commune sont tournées principalement vers le football où l'aménagement des terrains ne pose pas beaucoup de problèmes. On ne signale pas de volonté de développer les autres sports comme l'athlétisme , le volley ball ou la basket si populaires ailleurs.

On signale dans la commune l'existence de 11 terrains de foot et 1 de basket ball.

Tableau 14.2. : Infrastructures et types de sports pratiqués dans la province de Muyinga

Infrastructures & type sport Communes	Football						Basketball					Volleyball						
	Nbre terrains	Etat terrains		Pratiquants			Nbre terrains	Etat terrains		Pratiquants			Nbre terrains	Etat terrains		Pratiquants		
		B	M	H	F	T		B	M	H	F	T		B	M	H	F	T
Buhinyuza	3		X	120	-	120	-						1		X	32	-	32
Butihinda	12		X	150	-	150	-						1	X		50	-	50
Gashoho	4		X	160	20	180	2	X	X	35	8	43	2		X	35	10	45
Gasorwe	11		X	232	-	200	1			15	10	25	-	-	-	36	12	48
Giteranyi	20		X	450	-	450	1	X	X	50	1	51	2		X	72	1	73
Muyinga	22		X	400	30	430	3	X		120	25	145	3	X		240	30	270
Mwakiro	8		X	180	-	180	-						-			40	20	60
Total	80		X	1692	50	1710	7	x		220	44	264	9			505	79	578

Source : Administration de base

Le sexe féminin est généralement timide en matière de sports (milieu rural), mais en milieu urbain et dans les établissements scolaires tant primaires que secondaires, le complexe tend à s'estomper.

Le sexe féminin est généralement timide en matière de sports (milieu rural), mais en milieu urbain et dans les établissements scolaires tant primaires que secondaires, le sport est aussi bien pratiqué par les filles que les garçons, les filles s'adonnant plus des courses et gymnastiques dans le cadre de l'amateurisme ou dans le cadre des programmes scolaires.

13.3.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

La principale contrainte est liée à la faiblesse organisationnelle des jeunes qui fait que ces derniers ne puissent pas encore se prendre en charge par eux-mêmes.

Aussi, il faut signaler l'inexpérience des organisations de jeunesse à l'exception des organisations d'obédience religieuse telles que le Mouvement CHIRO, XAVERI, SCOUTS, etc.

Les autres contraintes sont liées :

- au manque ou insuffisance de la concertation et de la collaboration entre les associations ;
- manque ou inefficacité des structures d'appui à l'insertion économique des jeunes ;
- la modicité des moyens consacrés au secteur de la jeunesse, au regard de l'immensité des besoins ;
- manque ou insuffisance de la coordination des interventions des différents acteurs dans le secteur de la jeunesse.

Bref, dans le secteur de la jeunesse, ce qui est certain est que les jeunes occupent une place de choix pour le développement durable du pays, au retour à la paix, à la réconciliation et à leur auto prise en charge. Le Gouvernement du Burundi avec les partenaires devraient renforcer l'encadrement de la jeunesse par les activités génératrices de revenus, par les activités sportives et surtout renforcer le dispositif juridique pour lutter plus efficacement contre les abus des adultes délinquants, voire criminels à l'endroit des jeunes. Il faut des formations à l'endroit des jeunes à l'entrepreneuriat. Aussi, une mise en place d'un fonds d'insertion des jeunes s'avère une nécessité.

Les contraintes sont liées beaucoup plus au niveau institutionnel.

Il n'existe pas une structure d'encadrement bien tracée :

- Insuffisance d'infrastructures
- Insuffisance de capacités organisationnelles.
- Le système de gestion des infrastructures est lacunaire
- Le sport n'est pas une priorité,
- Le Budget alloué au sport reste dérisoire
- L'activité sportive est exigeante (équipement, technicité)
- L'insuffisance au niveau de l'encadrement des jeunes et des athlètes évoluant au niveau des communes.
- L'insuffisance de l'implication des collectivités locales (administration, population) dans l'aménagement des infrastructures sportives à leur portée.

Perspectives.

- ❖ Promouvoir la décentralisation dans l'organisation et la gestion des activités sportives au niveau des provinces et communes.
- ❖ Exécuter des projets de mise en place de nouvelles infrastructures sportives au niveau national pour permettre l'épanouissement des talents identifiés au niveau provincial et communal
- ❖ .Concevoir et exécuter des programmes de re dynamisation du sport en milieu scolaire : fourniture d'équipements sportifs aux écoles, organisation de compétitions interscolaires, etc.
- ❖ Organiser des sessions de formation ou de perfectionnement en administration du sport et en gestion des infrastructures au bénéfice des personnes et structures décentralisées qui s'intéresse au sport.
- ❖ Aider les fédérations nationales sportives pour la formation des cadres techniques (cadres d'administration, entraîneurs, arbitres) et de faciliter l'organisation et la participation aux compétitions provinciales, nationales et internationales.
- ❖ Encourager et développer le sport féminin, le sport de masse et le sport traditionnel ; en favorisant la création des clubs.

13.4. PATRIMOINE CULTUREL

Le patrimoine culturel constitue l'ensemble des éléments matériels et immatériels qui contribuent à maintenir et à développer l'identité culturelle d'un peuple ou d'une communauté dans le temps et dans l'espace.

Le patrimoine culturel immobilisé au Burundi est assez riche et varié. Mais il n'a jamais fait l'objet d'un inventaire systématique.

Sur le plan culturel, le Burundi est surtout connu à travers le monde par ses célèbres tambours.

Le folklore burundais est très varié avec des spécificités régionales assez marquées telles la danse Intore en province de Kirundo, les Danses Agasimbo et Umuyebe en province Makamba, la danse Umutsibo dans la région de Buyogoma, les danses Ihuruma et Ubudemera dans la région de Kumoso, Urwedengwe en province de Ngozi, etc.

Une grande richesse est également observée au niveau de la poésie pastorale, des récits épiques, des berceuses, etc.

Le patrimoine culturel de la province renferme les arts, les spectacles, les musées, les sites historiques et les monuments.

Dans la province de Muyinga, le patrimoine culturel, le peu qui est identifié, est concentré au chef-lieu de la province où nous n'avons qu'une salle de cinéma, deux bibliothèques et centre de lecture et d'animation culturelle (voir tableau ci-après).

Les monuments et sites historiques.

La province de Muyinga n'est pas riche en monuments et sites historiques. Il existe quelques ouvrages symbolisant l'indépendance du Burundi avec statue du Prince Rwagasore et un autre ouvrage symbolisant l'unité nationale au chef lieu de la province Muyinga.

Les autres monuments sont les Eglises, les Mosquées et temples pour croyances diverses notamment celle de Kiranga et Nangayivuzza mais qui tendent à disparaître progressivement.

Un seul site mais très mal connu est le rocher situé au nord est de la province à Kinanira où le Mwami du Burundi et celui du Rwanda se seraient rencontrés et passés un bon moment à jouer le « Rubuguzo ».

Musées.

La province de Muyinga ne dispose pas de musées. Le Burundi dispose de deux musées : i) Musée national de Gitega de type classique, ainsi que le ii) Musée vivant de Bujumbura qui est à la fois un Musée de type classique et un Musée véritablement vivant notamment avec son parc animalisé.

Les espaces culturels, les Centres de Lecture et d'Animation Culturel (CLAC).

Les CLAC sont sous la convention de la coopération française et sont équipés d'un poste téléviseur, d'un vidéocassette, d'un magnétophone, de livres et des jeux de sociétés, les activités qui se font dans ces centres ont comme objectif de promouvoir la culture en milieu rural.

Le seul espace culturel qui existait à Muyinga en 1993 a été dépourvu de tous ses livres et équipement pendant la crise. C'est la coordination des centres d'enseignement des métiers qui en assurait la gestion.

D'autres centres qui auront la même mission ne sont pas encore équipés. Il s'agit des centres de Jeunes initiés par le Comité Provincial de lutte contre le Sida avec l'appui financier de l' UNICEF.

On enregistre aussi 7 centres de jeux et animation, 1 salle de cinéma et 2 bibliothèques.

Dans la commune de Gasorwe, on ne signale aucun patrimoine culturel digne d'être soulevé.

CHAPITRE XIV. COOPERATIVES ET ASSOCIATIONS D'AUTO-DEVELOPPEMENT

14.1. Situation

L'action coopérative à Gasorwe est matérialisée par l'existence d'une COOPEC à la commune. Elle regroupe 579 coopérateurs.

Concernant les associations, il est signalé qu'à partir de l'année 1994, avec la crise qu'a connu le Burundi en général et la Province de Muyinga en particulier, un nouveau phénomène d'affluence de plusieurs certaines de nouvelles petites associations s'est manifestée. Cela était dicté par les discours des hommes politiques qui n'avaient rien à offrir à la population frappée par la crise que lui demander de se regrouper en associations pour avoir accès aux aides et financements. La population a répondu massivement à cet appel, mais la majorité de ces associations n'existent que par le nom parce qu'elles n'avaient ni capital social ni fonds de roulement et sans textes légaux les régissant.

Comme la plus part sont à caractère agricole, elles n'ont pas de propriété propre et se contentent de louer mais la production est restée quasi-insignifiante à cause de la sécheresse répétitive qui frappe la région.

En 2005, la commune Gasorwe compte un effectif de 22 associations fonctionnelles dont 17 axées sur l'agropastoral et 5 sur l'artisanat. Signalons qu'au niveau provincial on en compte au total 185.

14.2. Les principales contraintes, potentialités et perspectives

Les principales contraintes

Dans le domaine du mouvement coopératif et associatif, les contraintes majeures sont :

- le manque de personnel suffisant pour l'encadrement des associations naissantes
- le faible niveau d'instruction des membres des associations ;
- l'analphabétisme des membres des associations ;
- le détournement des fonds par les responsables (conseil de gestion des associations) ;
- la pauvreté qui fait que les membres des associations n'accèdent pas aux intrants et matériels agricoles ;
- la non implication des adhérents dans la gestion de leurs coopératives et associations.

Les potentialités

Malgré la multiplicité des contraintes dans le mouvement coopératif et associatif, ce dernier garde son potentiel clé du développement :

- il y a aussi la survivance de l'esprit coopératif et associatif et la croyance dans les associations comme voie de l'auto-promotion ;
- une population active et la terre qui est fertile qui offrent des opportunités dans la diversification des activités des associations : la transformation de la récolte, industrie de l'habitat ...
- la multiplicité des institutions de micro-finance ;

Actions à mener

Elles devront s'articuler autour d'un programme national centré sur :

- former les ressources humaines chargées de l'impulsion de la nouvelle politique ;
- doter en moyens humains et techniques la structure d'encadrement dans la province ;
- former les associations sur la technique de gestion et d'organisation des coopératives et associations ;
- éclairer le cadre juridique des coopecs ;
- appuyer les associations dans l'octroi des crédits à des conditions promotionnelles ;
- assurer une large sensibilisation à l'épargne et crédit ;
- encourager les associations artisanales pour la création d'emploi (peu d'intérêt) ;
- doter des moyens de déplacement à la structure d'encadrement des coopératives et associations ;
- mettre en place un point focal pour tous les intervenants dans les associations.

CHAPITRE XV. JUSTICE

15.1. Infrastructures

Au niveau des infrastructures, signalons que les locaux de travail sont en mauvais état et de dimensions insuffisantes.

Les locaux sont constitués par une salle d'audience.

Il y a manque d'eau et d'électricité. Même les latrines ne sont pas installées.

15.2. Equipements

Le tribunal de résidence de Gasorwe manque cruellement d'équipements qui se limitent à l'existence d'une vieille machine à écrire. Il n'y a ni photocopieuse ni ordinateur.

Concernant le matériel technique, il n'y en a pratiquement pas. Le mobilier est également en quantité insuffisante.

Comme moyen de déplacement le tribunal de résidence ne dispose que de 1 vélo.

15.3. Performances du secteur

L'appréciation des performances de ce service peut se lire à travers le tableau suivant :

Type de litige	Dossiers restant au début de l'année de référence	Nombre de dossiers enregistrés	Nombre de dossiers jugés et clôturés	Nombre de dossiers jugés avant faire droit	Nombre de dossiers en cours	Nombre de dossiers transmis	Nombre de dossiers fixes	nombre de dossiers exécutés	Nombre de dossiers non encore exécutés
Litiges civils + pénaux	332	354	376	54	226	12	18	258	164

Source : Président du tribunal de Grande Instance de Muyinga

Les performances au niveau du rapport entre le nombre de dossiers enregistrés et le nombre de dossiers jugés et clôturés sont assez faibles. En effet, seule la moitié des dossiers enregistrés et restant au début de l'année de référence ont été jugés et clôturés.

Sur les 376 jugés et clôturés, plus de 160 dossiers n'ont pas été exécutés.

Les performances à ce niveau sont médiocres.

15.4 . Personnel

Le personnel du tribunal de résidence de Gasorwe est composé d'1 Juge président, de 4 juges, de 5 greffiers et de 2 assesseurs.

15.5. Justice gracieuse

La justice gracieuse est l'une des institutions auxiliaires de la justice. Elle est rendue par le Conseil des Notables de la colline ainsi que les conseillers collinaires nouvellement élus par la population. Ces conseillers sont institués sur toute l'étendue de la Province.

La composition du Conseil des Notables est fixée par les usages locaux tandis que celle des conseils de colline est fixée par la loi N° 1/016 du 20/04/2005 portant organisation de l'administration communale.

La procédure suivie devant ces conseils est fixée par les usages locaux sous réserve du respect des règles relatives à la récusation, au respect du secret professionnel et l'ordre public. Le travail des membres est fait à titre bénévole.

La justice gracieuse est rendue régulièrement par 388 notables dont 106 dans la zone Gasorwe, 93 dans la zone Kiremba et 189 dans la zone Bwasare.

Notables

Commune	Zone	Nbre de notables	Total commune
Gasorwe	Gasorwe	106	
	Kiremba	93	
	Bwasare	189	
Total		388	388

Source : Administration communale

15.6. Contraintes et perspectives

Contraintes

Au niveau du tribunal de résidence de Gasorwe, on note :

- lenteur caractérisée de la justice due à la complexité des procédures à suivre ;
- complexité des dossiers relatifs aux conflits liés aux terres, à la succession et à l'application du Code des personnes et de la famille ;
- personnel non qualifié;
- insuffisance du mobilier et matériel de bureau, etc.

Potentialités

Plusieurs formations ont été dispensées, grâce à certaines ONGs internationales, pour rehausser les connaissances des magistrats des Tribunaux de Résidence et des Tribunaux de Grande Instance.

Tous les magistrats du Ministère Public sont qualifiés.

Réformes dans tous les domaines de la vie nationale entamées (un Plan de Développement de la justice burundaise).

Perspectives

- Réhabiliter et construire des bâtiments judiciaires;
- Réformer le cadre légal et clarifier les procédures pour pallier aux lenteurs judiciaires et dans l'exécution des décisions rendues ;
- Accorder un salaire encourageant pour freiner les défections des cadres compétents ;
- Traduire les textes de loi en Kirundi et veiller à leur diffusion ;
- Désengorger certains secteurs judiciaires par la création d'autres dans le but d'alléger le volume de dossiers qu'enregistrent certains tribunaux et accélérer aussi la procédure pour le compte des justiciables

CHAPITRE XVI. ACTION SOCIALE

Dans notre pays en général et en particulier dans la commune de Gasorwe, beaucoup de familles rencontrent des difficultés de subsistance. Cela se remarque surtout quand on compte le nombre de différents groupes de gens malheureux à savoir : les enfants orphelins du Sida, les enfants vulnérables et légitimes, les sinistrés de la guerre, les veuves et les personnes âgées, ... Donc, il est d'importance capitale que des actions spécifiques à ces groupes soient menées afin qu'il y ait un développement durable et harmonieux de la société

Ces groupes de gens vulnérables connaissent de très graves difficultés à savoir :

- la scolarisation,
- le manque de nourritures,
- le manque de logement,
- le manque des soins de santé,
- le manque des habits,
- le manque du soutien moral, ...

Le pays, à travers des politiques décentralisées au niveau des communes, doit donc étudier sérieusement cette question.

Au niveau de la commune Gasorwe , voici les statistiques des différents groupes :

16.1. Situation de l'enfant en difficultés dans la commune Gasorwe

Commune	Nombre d'enfants sinistrés de guerre		Nombre d'enfants dans la rue	Enfants orphelins de père et de mère			Enfants chefs de ménage	Enfants indigents	Enfants soldats
	Dans les camps	Dans les collines		De guerre	Du Sida	Naturel			
Gasorwe	0	13059	23	983	10	294	0	0	1
Total province	784	75940	212	6540	813	4753	296	3287	336

Source : Données collectées par CDF Muyinga

16.2. Situation des victimes de violences dans la commune Gasorwe

Communes	Nombre de viols recensés					Nombre de viols prises en charge				
	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes	Femmes	Filles	Fillettes	Garçons	Hommes
Gasorwe	39	14	15	0	0	1	0	4	0	0
Total province	253	136	154	0	0	20	10	10	0	0

Source : Données collectées par CDF Muyinga

16.3. Situation des veufs, mères célibataires et indigents dans la commune Gasorwe (2004-2005)

Commune	NVE		NMC	NI	
	H	F		H	F
Gasorwe	264	335	1911	16478	9935
Total province	1394	2632	11664	31912	68616

Source : Données collectées par CDF Muyinga

NVE : Nombre de veufs/veuves éducateurs (trices)

NI : Nombre d'indigents

NMC : Nombre de mères célibataires

16.4. Situation des handicapés dans la commune Gasorwe

Commune	Hommes		Femmes		Garçons		Filles		Total	
	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005	2004	2005
Gasorwe	21	2	8	1	11	6	12	4	52	13
Total province	50	38	20	17	40	45	30	35	140	133

Source : Données collectées par CDF Muyinga

16.5. Cas des personnes âgées en difficulté de suivie

Le problème d'abandon des personnes âgées indigentes prend une allure inquiétante qui mérite une attention particulière.

Les objectifs pour cette catégorie de cas sociaux seraient de :

- promouvoir la prise en charge familiale ou communautaire par la sensibilisation,
- Etudier les possibilités d'assurance et de pension de vieillesse pour les urbains et les salariés.

16.6. Réintégration

16.6.1. Situation

La commune abrite un nombre important de personnes sinistrées de la guerre qu'a connu le Burundi. Ces personnes (à savoir toutes les personnes déplacées, regroupées sur sites, dispersées et rapatriées) constituent une autre catégorie de cas sociaux dépassant les capacités d'action de coordination du Ministère de la Solidarité Nationale, Droit de la Personne Humaine et du Genre.

Il s'agit des personnes :

- Déplacées,
- Regroupées sur sites,
- Dispersées,
- Rapatriées.

16.6.2. Situation de la population dans et hors sites et sa structure par sexe et par âge en 2004 et 2005

Sites	Ménages dans le site	Population dans le site												
		0-3 ans		4-9 ans		10-19ans		20-34ans		35 et plus		Total population		
		M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	T
1. Bwasare	217	53	103	72	163	81	116	75	109	43	102	324	593	917
2. Kirembe	237	138	143	94	99	74	79	47	59	68	73	421	453	874
3. Gasorwe	234	172	178	176	184	181	185	197	112	72	263	798	922	1720
Total : 15 sites	2711	1081	1179	976	1140	1086	1335	1180	1357	880	1614	5203	6625	11828

Source: Enquête auprès des sites

Sites	Rapatriés sur sites (Ménages)	Rapatriés hors sites (Ménages)	Dispersés (Population)
1. Bwasare	0	201	0
2. Kiremba	67	265	0
3. Gasorwe	62	228	517
Total : 15 sites	358	6154	6990

Source: Enquête auprès des sites

CHAPITRE XVII. PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE

La commune Gasorwe est une des communes de la province de Muinga dans la région naturelle du Bweru.

Cette région fait actuellement face à des défis majeurs dont le plus important est la sécheresse qui persiste depuis une dizaine d'années.

Les blocages, atouts et potentialités sur lesquels devront se baser les axes de développement de la commune Gasorwe sont mieux appréhendés et mieux abordés au niveau provincial.

ANNEXE

ATELIER PROVINCIAL DE VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE LA PROVINCE DE MUYINGA

Muyinga, le 3 Août 2006

PROCES VERBAL

L'an deux mille six, le troisième jour du mois d'Août 2006, se sont réunis autour de Monsieur NIVYABANDI Martin, Conseiller Economique, représentant le Gouverneur de la province de Muyinga qui est en mission, tous les responsables sectoriels provinciaux dont liste en annexe, tous les administrateurs communaux, l'antenne provinciale du Plan à Muyinga et une équipe du Programme d'Appui à la Gouvernance, Sous Programme Planification Locale, pour procéder à la restitution et à la validation technique des projets de monographies communales et provinciale.

Cette validation est intervenue deux semaines après la remise des documents provisoires aux participants ci-haut cités pour lecture et correction.

Une journée de travail regroupant chaque sectoriel provincial et ses agents communaux a précédé la présente session de validation officielle.

Après présentation des corrections, amendements aux textes initiaux et enrichissements apportés par les différents responsables sectoriels et administrateurs, les participants à l'atelier provincial de validation ont adopté le fond et la forme des documents présentés.

Les documents validés sont :

1. La monographie de la commune de Buhinyuza
2. La monographie de la commune de Butihinda
3. La monographie de la commune de Gashoho
4. La monographie de la commune de Gasorwe
5. La monographie de la commune de Giteranyi
6. La monographie de la commune de Muyinga
7. La monographie de la commune de Mwakiro
8. La monographie de la province de Muyinga

Fait à Muyinga, le 3 Août 2006

L'Antenne provincial
du Plan à Muyinga
NAILAYO Frédéric



L'Expert représentant
le SPPL

NJINGINYA Pie



Pour
RÉPUBLIQUE DU BURUNDI
Province de Muyinga
NIVYABANDI Martin, Conseiller
Economique



LISTE DES RESPONSABLES PROVINCIAUX ET COMMUNAUX AYANT PARTICIPE A LA VALIDATION DES MONOGRAPHIES COMMUNALES ET PROVINCIALE DE MUYINGA

Nom et Prénoms	Fonction	Secteur analysé	Signature
1.NIVYABANDI Martin	Conseiller Economique du Gouverneur	Toutes les monographie	
2.NJIMBERE Daniel	Attaché du cabinet du Gouverneur	Jeunesse et Sport et Patrimoine Culturel	
3.bizindavyi Jean Bosco	Inspecteur des Finances Communales	Commerce	
4.RWITEYIMANZA François Xavier	Chef du Bureau Provinciale de la Santé	Santé	
5. BERAHINO Charles	Directeur Provinciale de l'Enseignement	Education	
6.HAKIZIMANA Réverien	Président TGI	Justice	
7.NTIRANDEKURA Herson	Inspecteur provincial des Forêts	Forêt	
8. NSABIMANA Egide	Technicien du Génie Rural	Transport et télécommunication	
9. MASAKE Nicaise	Chef de Service Elevage(DPAE)	Elevage	
10.NTIRANDEKURA Jean Paul	Chef de Service formation/vulgarisation	Agriculture	
11.KUBWAYO Didace	Chargé de la Réinscrition	Réintégration et la Réinsertion	
12. NAHIMANA Anastasié	C.D.F	Action Sociale	
13.BARAKAMFITIYE Clément	Responsable de M.C.A	Coopératives et associations	
14.Mwemerabugaho Simon	Chef de Service Planification scolaire(D.P.E)	Travail et Emploi	
15.Munyemana Pasteur	Coordinateur provincial des R.C.E	Approvisionnement en eau potable	
16.Nkurunziza Sostène	Ancien administrateur de la Commune Muyinga	Habitat et Energie	
17.Kanjendimwe Charles	Chef de Service Pêche et Pisciculture	Pêche et Pisciculture	
18.Rwazanyingata Mrcie	Admicom Gashoho	Monographie de Gashoho	
19.Mpamira Wenseslas	Admicom Buhinyuza	Monographie de Buhinyuza	
20.Fatuma Mancno	Admicom Butihinda	Monographie de Butihinda	



21. Bamporiki Joseph	Admicom Muyinga	Monographie de Muyinga	
22. Nzohabonimana Réverien	Admicom Gasorwe	Monographie de gasorwe	
23. Ntawunkunda Ildéphonse	Admicom Giteranyi	Monographie de Giteranyi	
24. Nganinka Ferdinand	Admicom Mwakiro	Monographie de Mwakiro	



